

ATTEIGNANT 8,9 MILLIARDS DE M³ EN FÉVRIER 2026

Hausse de la production algérienne de gaz

Au mois de février, la production algérienne de gaz naturel a atteint 8,946 milliards de mètres cubes, en hausse de 1,5 % par rapport à la même période de 2025. Cette progression représente un volume supplémentaire de 128 millions de mètres cubes, traduisant un redressement pour le deuxième mois consécutif. En moyenne quotidienne, la production s'est établie à 11,29 milliards de pieds cubes, contre 11,12 milliards un an plus tôt. P 3



ÉNERGIE ET MINES

L'Algérie et l'OLADE vers un partenariat stratégique élargi

La coopération entre l'Algérie et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se renforce davantage, avec une volonté commune d'élargir le partenariat aux secteurs de l'énergie et des ressources minières.

P 2

SOUVERAINETÉ, PARTAGE ET INDUSTRIALISATION

Ce que propose l'Algérie au Tchad

La tenue, dimanche dernier à Alger, de la commission mixte algéro-tchadienne a consacré une approche renouvelée de la coopération, fondée sur la souveraineté économique, le partage des compétences et l'industrialisation des ressources. Avec la signature de 27 accords couvrant des secteurs clés, Alger esquisse ainsi une offre structurée à destination de N'Djamena, mais aussi, plus largement, de l'ensemble de la région sahélienne.

P 3

SERVICES NUMÉRIQUES

Les entreprises algériennes appelées à s'internationaliser

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a appelé, hier à Alger, les entreprises algériennes activant dans le domaine des services numériques à se tourner vers les marchés extérieurs, étant donné que l'atteinte d'un certain niveau de maturité sur le marché national exige une expansion internationale et un renforcement de la présence au-delà des frontières.

P 5

Publicité

SIPSA[®]
FILÀHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika[®]
Food Export

DJAZA[®] UA[®]

« INVESTIR EN ALGÉRIE »
Un salon stratégique pour capter le potentiel économique de la diaspora

Dans un contexte de recomposition des flux d'investissement et de montée en puissance des diasporas dans les dynamiques économiques internationales, un nouvel événement entend structurer les échanges entre la France et l'Algérie. La région Île-de-France abritera, les 4 et 5 juillet 2026, la première édition du salon « Investir en Algérie », dédiée à la mobilisation de la diaspora algérienne autour de projets d'investissement concrets. Positionné à l'interface des enjeux économiques euro-méditerranéens, ce rendez-vous ambitionne de transformer un capital humain et financier souvent diffus en levier structuré de croissance. « L'objectif est clair : faciliter l'accès à l'information, fluidifier les mises en relation et accélérer la concrétisation de projets à fort impact en Algérie », indiquent les organisateurs dans un communiqué. Pensé comme une plateforme hybride, à la croisée des formats B2B et B2C, le salon réunira entreprises, investisseurs, institutionnels et porteurs de projets autour de plusieurs temps forts : un espace d'exposition mettant en avant des entreprises et des dispositifs d'accompagnement, des conférences thématiques consacrées au climat des affaires et aux opportunités sectorielles, ainsi que des sessions de networking ciblées. Un « Business Game » sera également organisé afin d'identifier et d'accompagner une nouvelle génération d'entrepreneurs à fort potentiel. Au-delà de la vitrine, les organisateurs revendiquent une logique d'impact. Les projets identifiés à l'issue de l'événement pourront intégrer un parcours structuré, comprenant une phase de pré-incubation en France, suivie d'un accompagnement opérationnel en Algérie. Une approche visant à sécuriser les trajectoires entrepreneuriales et à maximiser leur taux de concrétisation. Dans un environnement marqué par l'intensification de la concurrence internationale pour l'attraction des capitaux, « Investir en Algérie » entend ainsi s'imposer comme un outil de structuration et de projection économique, au service d'une relation renouvelée entre l'Algérie et ses talents établis à l'étranger.

Synthèse R. E.

ÉNERGIE ET MINES

L'Algérie et l'OLADE vers un partenariat stratégique élargi

La coopération entre l'Algérie et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se renforce davantage, avec une volonté commune d'élargir le partenariat aux secteurs de l'énergie et des ressources minières.

Synthèse Z. R.

Le secrétaire exécutif de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), Andrés Rebolledo Smitmans, a affirmé, mardi à Alger, l'intérêt de son organisation pour un partenariat accru avec l'Algérie, qu'il considère comme un acteur clé sur la scène énergétique mondiale. Au terme de l'audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en présence du ministre d'État, ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, et du conseiller diplomatique Amar Abba, M. Rebolledo Smitmans a qualifié la rencontre d'« importante et fructueuse », saluant la consolidation des relations avec les pays de la région latino-américaine et caribéenne. « Nous sommes convaincus que nous disposons de vastes domaines de coopération commune », a-t-il indiqué, rappelant que l'Algérie est membre observateur de l'OLADE depuis 25 ans. Il a également mis en avant le rôle central de la sécurité énergétique, soulignant l'importance du gaz naturel dans la stabilité des marchés de l'électricité, ainsi que les perspectives offertes par des domaines comme l'hydrogène vert et le stockage de l'énergie. Dans ce sillage, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables,

Mourad Adjal, a reçu le responsable de l'OLADE pour examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale. Il a présenté les grands projets du secteur, notamment le programme national des énergies renouvelables visant une capacité de 15.000 mégawatts, ainsi que les initiatives liées à l'hydrogène vert, au solaire et à l'éolien, dans le cadre de la transition énergétique et de la réduction des émissions de carbone. Parallèlement, cette dynamique de coopération s'étend au secteur des mines. Le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, s'est entretenu avec M. Andrés Rebolledo Smitmans, en visite de travail en Algérie du 21 au 22 avril, en présence de la secrétaire d'État chargée des Mines, Karima Tafer, ainsi que de cadres des deux parties. Les discussions ont porté sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'OLADE, avec une volonté partagée de hisser ce partenariat à un niveau supérieur, notamment dans le domaine minier. Les deux parties ont mis en avant l'importance stratégique croissante des ressources minières dans le soutien au développement industriel et l'accompagnement des mutations technologiques à l'échelle mondiale. Les échanges ont également porté sur le renforcement des partenariats techniques et le partage d'expériences

des projets et de respecter les délais fixés, compte tenu de leur impact direct sur l'amélioration du service public et le soutien à la dynamique économique et sociale du pays. Le ministre a également insisté sur l'importance d'une gestion rigoureuse et efficace des programmes en cours, afin de garantir la performance du secteur et la qualité des prestations fournies aux citoyens.

R. E.

SUIVI DES PROJETS DE SONELGAZ

Le ministre de l'Énergie et des EnR insiste sur le respect des délais

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion élargie consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets en cours du groupe Sonelgaz, notamment ceux liés à la sécurité de l'approvisionnement énergétique et à l'amélioration du service public, indique le ministre dans un communiqué. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets structurants du secteur et de

l'évaluation de la performance du groupe dans la mise en œuvre de ses programmes. Ont pris part à cette rencontre le directeur général par intérim de Sonelgaz ainsi que plusieurs cadres du ministère et du groupe. En effet, les travaux ont porté sur plusieurs dossiers stratégiques, dont la préparation de la saison estivale 2026, l'impact du nouveau mécanisme de recouvrement des créances, la gestion des stocks et entrepôts de matériel, ainsi que le schéma directeur des infrastructures du site « Gué de Constantine ».

À cette occasion, le ministre a suivi des présentations techniques détaillées accompagnées de données sur l'avancement des différents projets, mettant en avant leur importance dans le renforcement de la continuité du service et la satisfaction de la demande croissante en énergie. M. Adjal a souligné la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation

des projets et de respecter les délais fixés, compte tenu de leur impact direct sur l'amélioration du service public et le soutien à la dynamique économique et sociale du pays. Le ministre a également insisté sur l'importance d'une gestion rigoureuse et efficace des programmes en cours, afin de garantir la performance du secteur et la qualité des prestations fournies aux citoyens.

R. E.

HIDHAB PHARMA EXPO DU 30 AVRIL AU 2 MAI 2026

80 exposants attendus à la 4e édition à Sétif

La ville de Sétif abritera, du 30 avril au 2 mai 2026, la quatrième édition du salon Hidhab Pharma Expo, un rendez-vous dédié à la promotion de l'industrie pharmaceutique en Algérie et au renforcement des échanges entre les professionnels du secteur. Placée sous le patronage du wali de la wilaya de Sétif, en coordination avec la Direction de la santé et de la population, et sous la supervision des instances professionnelles, notamment le Conseil de déontologie de la profession pharmaceutique, le Syndicat national des pharmaciens d'offi-

cine (SNAPO) et le Syndicat national des pharmaciens agréés, cette manifestation est organisée par la société Sogex. Quelque 80 entreprises nationales représentant la production pharmaceutique et parapharmaceutique sont attendues au Palais des Expositions de Sétif, aux côtés de fabricants de médicaments, de distributeurs et d'opérateurs du secteur des services pharmaceutiques. L'événement enregistrera également la présence de pharmaciens, de professionnels de santé et d'étudiants des facultés de médecine et de pharmacie. Le salon proposera un riche pro-

gramme scientifique avec des conférences animées par des experts et chercheurs. Ces rencontres permettront d'aborder les enjeux actuels du marché du médicament en Algérie, notamment la question de la disponibilité de certains produits et les mécanismes de régulation du secteur. L'événement verra la participation d'acteurs majeurs de l'industrie pharmaceutique nationale, à l'image du groupe Saïdal, partenaire fidèle du salon, ainsi que d'entreprises spécialisées dans la fabrication de dispositifs de diagnostic, notamment les équipements et bandelettes de mesure de

la glycémie. Hidhab Pharma Expo s'affirme ainsi comme une plateforme privilégiée de rencontres et d'échanges, offrant aux opérateurs l'opportunité de découvrir les dernières innovations, de nouer des partenariats et de promouvoir une production nationale conforme aux standards internationaux. Un objectif qui s'inscrit dans la dynamique visant à renforcer l'autosuffisance, à réduire la facture des importations et à conquérir de nouveaux marchés, notamment en Afrique et dans le monde arabe.

Z. R.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ATTEIGNANT 8,9 MILLIARDS DE M³ EN FÉVRIER 2026

Hausse de la production algérienne de gaz

Au mois de février, la production algérienne de gaz naturel a atteint 8,946 milliards de mètres cubes, en hausse de 1,5 % par rapport à la même période de 2025. Cette progression représente un volume supplémentaire de 128 millions de mètres cubes, traduisant un redressement pour le deuxième mois consécutif. En moyenne quotidienne, la production s'est établie à 11,29 milliards de pieds cubes, contre 11,12 milliards un an plus tôt.

Par S. R.

En ce début d'année 2026, l'Algérie confirme ainsi une dynamique contrastée dans le secteur gazier, marquée à la fois par la reprise de la production et par une progression soutenue de la consommation intérieure, alors que les exportations enregistrent un léger repli. L'amélioration de la production nationale intervient toutefois dans un contexte de fluctuations mensuelles. Comparée à janvier 2026, elle affiche un recul de 5 %, ce dernier mois ayant enregistré un niveau particulièrement élevé, avec 10,44 milliards de mètres cubes, soit son plus haut niveau depuis mars 2023. Dans le même temps, la demande intérieure poursuit sa progression. La consommation globale de gaz a augmenté de 4 % sur un an pour atteindre 5,17 milliards de mètres cubes en février. Le secteur de la production d'électricité demeure le principal mo-

teur de cette hausse, avec une consommation de 1,64 milliard de mètres cubes, dans un système énergétique dépendant à près de 99 % du gaz naturel. Sur le plan des exportations, la tendance s'oriente en revanche à la baisse. Les livraisons totales, incluant les gazoducs et le gaz naturel liquéfié, ont reculé de 1,2 % pour s'établir à 3,572 milliards de mètres cubes en février. Les exportations par pipeline, qui constituent la majeure partie des flux, ont légèrement diminué, tandis que les expéditions de gaz naturel liquéfié ont également enregistré un repli, passant de 799 à 781 millions de mètres cubes sur un an. Cette évolution se confirme à l'échelle trimestrielle. Les exportations de gaz naturel liquéfié ont atteint 2,04 millions de tonnes au premier trimestre 2026, contre 2,23 millions de tonnes durant la même période de 2025. Les livraisons algériennes ont principalement alimenté six pays eu-

ropéens, avec la Turquie en tête, qui a absorbé à elle seule près de la moitié des volumes exportés, suivie de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Espagne et de la Croatie. Malgré ce recul des exportations, les perspectives du secteur demeurent soutenues par une stratégie d'investissement ambitieuse. L'Algérie prévoit de mobiliser entre 50 et 60 milliards de dollars afin de renforcer ses capacités de production à court terme, dans un contexte international marqué par une forte demande, notamment en Europe, en quête de diversification de ses approvisionnements énergétiques. Dans cette optique, les autorités ont récemment lancé un nouvel appel d'offres portant sur sept périmètres d'exploration d'hydrocarbures, visant à attirer les compagnies internationales et à consolider la position du pays sur le marché gazier mondial.

COOPÉRATION

Le Président tchadien en visite en Algérie

Le président de la République du Tchad, M. Mahamat Idriss Déby Itno, a entamé hier une visite d'État en Algérie. Il a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international d'Alger par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette visite officielle vient couronner une série de visites

de haut niveau échangées récemment entre les responsables des deux pays, traduisant leur détermination à aller vers une coopération bilatérale exemplaire. Après s'être entretenu au salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger avec le président Tebboune, le hôte de l'Algérie

s'est rendu au Sanctuaire du Martyr à Alger, où il s'est recueilli à la mémoire des martyrs de la glorieuse Révolution de libération nationale. Le président tchadien a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, observé une minute de silence et récité la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des chou-

hada de la Révolution du 1er Novembre 1954. Il a également visité le Musée national du Moudjahid, où il a reçu des explications exhaustives sur les différentes étapes de l'histoire de l'Algérie, notamment celle de la glorieuse Guerre de libération. R. E.

FORUM ONU SIEN SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Le ministre des Finances appelle à la révision des mécanismes d'action du système financier international

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a appelé, depuis New York, à l'adoption d'une nouvelle approche pour le financement du développement, permettant aux institutions financières internationales d'assumer pleinement leurs responsabilités, afin de surmonter la situation actuelle où les pays assument la majeure partie des risques de financement, même en cas de faibles résultats, une situation que le ministre a qualifiée d'"injuste et inéquitable". Le ministre s'exprimait lors de sa participation aux travaux du forum onusien sur le financement du développement, qui se tient du 20 au 24 avril à New York, où il est intervenu dans le débat général portant sur les défis actuels auxquels fait face le système international de financement du développement.

M. Bouzred a souligné que "le défi ne réside plus dans le volume du financement, mais dans son efficacité", notant que "les pays en développement font face toujours aux mêmes difficultés, en dépit des multiples mécanismes de financement", d'où la nécessité d'"une révision des mécanismes d'action du système financier international". Il a également insisté sur "la nécessité que toute réforme garantisse une participation plus forte des pays en développement à la prise de décision, afin de refléter équitablement les équilibres internationaux".

M. Bouzred a, par ailleurs, passé en revue les efforts soutenus de l'Algérie dans le soutien à la solidarité internationale, à travers l'annulation de la dette de plusieurs pays et l'octroi d'aides financières au profit des pays les plus vulnérables, ainsi que la création d'une agence algérienne de coopération internationale pour le développement, dotée d'un budget initial d'un milliard de dollars, pour soutenir les projets de développement, notamment en Afrique.

Au terme de son allocution, le ministre a réaffirmé "la nécessité de passer d'une logique de financement à une logique de résultats, et d'une responsabilité unilatérale à une responsabilité partagée, afin de renforcer l'efficacité et l'équité du système financier international".

APS

SOUVERAINETÉ, PARTAGE ET INDUSTRIALISATION

Ce que propose l'Algérie au Tchad

Par Selma R.

La tenue, dimanche dernier à Alger, de la commission mixte algéro-tchadienne a consacré une approche renouvelée de la coopération, fondée sur la souveraineté économique, le partage des compétences et l'industrialisation des ressources. Avec la signature de 27 accords couvrant des secteurs clés, Alger esquisse ainsi une offre structurée à destination de N'Djamena, mais aussi, plus largement, de l'ensemble de la région sahélienne. Dans ce contexte, l'Algérie affirme une doctrine claire : promouvoir une intégration africaine fondée sur le développement, la souveraineté et la solidarité, loin des logiques d'exploitation. La coopération avec le Tchad, désormais inscrite dans une phase opérationnelle avec des accords finalisés, pourrait servir de modèle pour un nouveau type de partenariat Sud-Sud, à même de redessiner les équilibres économiques dans la région. Invité de la « Chaîne III » de la radio nationale, l'expert en économie Hamza Boughadi a souligné que cette dynamique ne peut être dissociée d'une vision stratégique de long terme. Selon lui, « l'Algérie dispose aujourd'hui d'un projet intégré avec une projection à l'horizon 2050 », ajoutant que « nous sommes

en train de construire l'avenir, pas seulement pour les prochaines années, mais pour les décennies à venir ». Cette ambition s'inscrit dans une volonté affirmée de repositionner l'Algérie comme un acteur central de l'intégration africaine. Au cœur de cette approche, la question de la souveraineté économique occupe une place centrale. L'Algérie propose en effet au Tchad de rompre avec un modèle fondé sur l'exportation brute des ressources naturelles. Pays fortement dépendant du pétrole, dont la production avoisine 140 000 barils par jour exportés à l'état brut, le Tchad pourrait bénéficier d'un transfert d'expertise visant à développer des capacités locales de raffinage et de transformation. « L'objectif est d'augmenter la valeur ajoutée et de permettre au Tchad de mieux tirer profit de ses ressources », a expliqué Hamza Boughadi, rappelant que plusieurs multinationales étrangères contrôlent encore largement l'exploitation de ces richesses. Cette logique s'inscrit dans une démarche de partenariat équilibré. « Il ne s'agit pas d'un modèle d'assistance, mais d'une relation gagnant-gagnant : je gagne, tu gagnes, et nous construisons l'avenir ensemble », a insisté l'expert. L'Algérie met ainsi à disposition ses infrastructures, son

savoir-faire et ses capacités de formation, tout en valorisant les atouts du Tchad, notamment dans les domaines agricole et des matières premières. Ce principe de réciprocité se traduit également par la création d'un Conseil d'affaires bilatéral destiné à faciliter les investissements et à encourager les échanges entre opérateurs économiques. Le second pilier de cette coopération repose sur le partage des capacités et des infrastructures. L'Algérie entend jouer un rôle de hub régional en mettant à disposition du Tchad ses atouts logistiques, notamment sa façade maritime méditerranéenne. Le port de Djen Djen, évoqué comme une porte d'accès stratégique pour les pays du Sahel, pourrait ainsi devenir un débouché naturel pour les exportations tchadiennes vers les marchés internationaux. « Nous proposons concrètement nos infrastructures, notre flotte maritime et nos réseaux pour accompagner nos partenaires africains », a précisé Hamza Boughadi. Dans le même esprit, les grands projets structurants portés par l'Algérie, à l'image de la route transsaharienne, du déploiement de la fibre optique ou encore des interconnexions énergétiques, participent d'une vision intégrée du développement africain.

L'expert a évoqué à ce titre une sorte de « route de la soie algérienne » en Afrique, destinée à désenclaver les économies sahéliennes et à stimuler les échanges intra-africains, encore largement insuffisants. Enfin, l'industrialisation constitue le troisième axe majeur de cette stratégie. En s'appuyant sur les complémentarités entre les deux économies, Alger et N'Djamena entendent développer des filières industrielles locales, qu'il s'agisse du textile, de l'agroalimentaire ou encore de la valorisation des ressources minières. Cette orientation s'inscrit également dans la dynamique de la Zone de libre-échange continentale africaine, dont la mise en œuvre progressive ouvre de nouvelles perspectives pour le commerce régional. Par ailleurs, cette coopération revêt une dimension géopolitique et sécuritaire. Pour Hamza Boughadi, « le développement économique est aujourd'hui la clé pour faire face aux défis de la région », notamment le terrorisme et la criminalité transfrontalière, qui prospèrent dans des environnements marqués par la précarité. Dans un Sahel où plus de 80 % de la population est jeune, la création d'opportunités économiques apparaît ainsi comme un levier essentiel de stabilisation.

TRANSPORT URBAIN À
ALGERL'Etusa lance sept
nouvelles lignes
au niveau de
Saoula et Douera

L'établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a annoncé, mardi dans un communiqué, l'ouverture de sept nouvelles lignes au niveau des communes de Saoula et Douera, et ce, à partir de demain mercredi.

Il s'agit des lignes Saoula-Station 2 Mai (Tafourah), Saoula-Ben Aknoun, Saoula-Ouled Belhadj, Saoula-Meridja, Saoula-Baba Ali, Douera-Dkakna ainsi que la ligne Cité 3254 logement AADL Douera (Stade)-Ben Aknoun.

Les premiers départs sont programmés à 06h00, tandis que les derniers départs sont prévus à 18h30, précise la même source.

L'ouverture de ces lignes intervient "en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, visant à améliorer le service du transport public et à faciliter les déplacements des citoyens, notamment dans les pôles urbains à forte densité en population", souligne Etusa dans son communiqué.

APS

RENFORCEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME DE L'INNOVATION

Les efforts de l'Algérie mis en avant
à Genève

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a mis en avant, mardi à Genève, les efforts de l'Algérie en matière d'innovation et de renforcement de son écosystème, tant au niveau national que continental, soulignant le rôle central de l'innovation dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

Intervenant lors de la séance plénière d'ouverture de la 29e session de la Commission de la science et de la technologie au service du développement (CSTD), M. Ouadah a rappelé, à ce titre, la création en 2020 d'un département ministériel spécifiquement consacré à l'économie de la connaissance et aux start-up, traduisant la volonté forte de l'Etat algérien de promouvoir un écosystème

national de l'innovation plus structuré et dynamique. Il a également mis en avant les initiatives lancées par l'Algérie depuis 2022, notamment l'organisation annuelle de la Conférence africaine des start-up, visant à renforcer la coopération entre les pays du continent et à favoriser l'émergence d'un marché africain intégré de l'innovation. Le ministre a estimé que "le monde connaît globalement des progrès notables en matière d'innovation", tout en relevant que "l'Afrique accuse encore un retard dans ce domaine". Il a, à cet égard, jugé nécessaire d'augmenter les financements consacrés à la recherche et au développement sur le continent, ainsi que de soutenir davantage le financement des travaux de recherche dans les universités africaines.

Il a insisté sur la nécessité de consolider les écosystèmes de recherche et développement

et d'harmoniser les politiques publiques en Afrique, afin d'offrir davantage d'opportunités aux jeunes et aux porteurs de projets innovants, estimant que la coopération internationale demeure essentielle pour atteindre ces objectifs.

En conclusion, le ministre a affirmé que "l'Algérie est pleinement confiante quant au rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans la réalisation d'actions transformatrices, équitables, innovantes et coordonnées en faveur de l'Agenda 2030". Il a toutefois souligné que ces objectifs ne peuvent être atteints isolément, insistant sur la nécessité d'unir les efforts au sein de l'Union africaine, de l'ensemble des pays du Sud, ainsi qu'à l'échelle mondiale, en appui aux travaux de la CSTD.

Synthèse R E.

INTRODUCTION EN BOURSE DE L'EPE CRAPC EXPERTISE SPA

Le ministre de l'enseignement supérieur se félicite

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a salué, mardi, l'octroi par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) de son visa pour l'augmentation du capital de l'EPE CRAPC Expertise

SPA et l'introduction de ses actions à la Bourse d'Alger, estimant que cette réalisation confirme que l'université algérienne est devenue un véritable acteur dans la création de la richesse.

Dans une publication sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, M.

Baddari a exprimé sa satisfaction de l'exploit réalisé par cette filiale du Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques.

Le ministre a estimé que "ce jour marquant dans le parcours de la recherche scientifique algérienne,

concrétise la transformation des résultats de la recherche scientifique en actifs financiers cotés sur le marché national, et confirme que l'université algérienne est devenue un véritable acteur qui crée de la richesse et lie le savoir à l'économie".

ALGER

Rétablissement du réseau de fibre optique à Chéraga à l'issue
des travaux de réparation

L'entreprise Algérie Télécom a annoncé, hier dans un communiqué, le rétablissement, après des travaux de réparation, du réseau de fibre optique endommagé suite à un acte de vandalisme à Chéraga, ayant entraîné, mardi, des perturbations du service internet dans plusieurs communes à l'Ouest de la capitale.

"Le réseau a été rétabli après la réparation de 29 câbles de fibre optique ayant fait l'objet d'actes de vol et de vandalisme", précise la même source.

Algérie Télécom a également indiqué que "dès les premières minutes après l'incident, toutes les mesures nécessaires ont été prises pour garantir la continuité du service internet au profit de ses clients, notamment les abonnés aux services à domicile, ce qui a permis d'éviter l'interruption totale du service".

Ainsi, l'entreprise a réaffirmé "son engagement permanent à garantir la qualité et la continuité de ses services, réitérant sa volonté de se rapprocher davantage de ses clients et de répondre à leurs at-

tentes", note le communiqué.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, s'est enquis mardi des travaux de réparation du réseau de fibre optique ayant fait l'objet d'un acte de vandalisme, et a donné des instructions fermes pour la mobilisation de tous les moyens humains et techniques nécessaires afin d'assurer le rétablissement rapide du service.

APS

HADJ 2026

La première délégation de la mission
algérienne quitte le pays vers les Lieux Saints

La première délégation composée de cadres et de membres de la mission algérienne du Hadj pour la saison 1447H/2026, a quitté, mardi, le pays à destination du Royaume d'Arabie Saoudite, dans le cadre des préparatifs en vue d'assurer un bon accueil et une prise en charge optimale aux pèlerins algériens, indique un communiqué de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO).

Les membres de la mission ont été salués, à leur départ de l'aéroport international Houari Boumediene, par le Directeur général de l'Office, M. Tahar Braik, qui a souligné "l'import-

tance de la coordination et du travail collectif entre les différentes composantes de la mission, afin de contribuer à la réussite de la saison du hadj et de garantir les meilleurs services aux pèlerins". Le nombre de pèlerins algériens s'élève, cette année, à 41.300, précise le communiqué, ajoutant que le premier vol vers les Lieux Saints est prévu pour le 29 avril courant au départ de l'aéroport international Houari Boumediene. "Douze aéroports à travers le territoire national assureront le transport des pèlerins, pour un total de 144 vols", conclut le communiqué.

R E.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-12,70	6,09	10,14	197	67 965,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 395,00	1 398,00	0,22	-0,05	-0,83	8,99	5,56	16924	23 659 752,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	2 504,00	0,00	0,04	1,37	6,66	6,39	400	1 001 600,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 044,00	2 050,00	0,29	-4,15	-9,32	9,78	6,10	37000	75 850 000,00
EGH EI Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,57	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,29	3,97	5,00	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 21 أبريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 21 Avril 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais				
Pomme de terre	60	69	51	البطاطا
Tomate	166	182	149	الطماطم
Oignon sec	92	103	82	البصل الجاف
Ail sec	782	889	674	الثوم الجاف
Ail vert	215	243	187	الثوم الاخضر
Carotte	119	132	107	الجزر
Navet	110	122	97	اللفت
Petit pois	194	215	173	الجبنة
Fève verte	101	116	87	الفول الاخضر
Courgette	119	134	104	الكوسة
Haricot vert	304	332	275	الفاصولياء الخضراء
Laitue	116	130	102	الخس
Fruits frais				
Orange	278	328	228	البرتقال
Citron	213	239	186	الليمون
Pomme locale	459	554	364	الفواكه المحلي
Datte	487	609	365	التمر
Banane	441	458	425	الموز
Produits d'origine animale				
Viande bovine locale	1968	2120	1817	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	367	381	354	الدجاج
Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

MISE EN PLACE DU NOUVEAU DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF

**Le ministère de l'Intérieur
à pied d'œuvre**

Une transition progressive jusqu'à fin 2026 pour rapprocher l'administration du citoyen et réduire les disparités régionales. L'Algérie engage une transformation de son organisation territoriale avec l'adoption officielle d'un nouveau découpage administratif portant le nombre de wilayas à 69. Actée le 4 avril dans le Journal officiel, cette réforme s'inscrit dans une vision stratégique portée par les plus hautes autorités du pays, visant à moderniser la gouvernance locale et à accélérer le développement équilibré des territoires.

Par Réda Hadi

Invité à s'exprimer sur ce chantier structurant, Mohamed Ferrari, chargé du dossier des nouvelles wilayas au Cabinet du ministère de l'Intérieur, a détaillé les contours et les objectifs de cette réorganisation. Selon lui, cette réforme répond à un engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de revoir la carte administrative afin de mieux prendre en charge les besoins des citoyens, notamment dans les régions éloignées. Le passage de 58 à 69 wilayas repose sur la promotion de 11 circonscriptions administratives au rang de wilayas à part entière. Ce redécoupage, précise M. Ferrari, s'appuie sur des critères scientifiques et techniques visant à garantir une meilleure efficacité administrative. Il concerne directement plus de 2,5 millions d'habitants, ainsi que 40 daïras et 108 communes.

L'un des principaux objectifs de cette réforme est de réduire les disparités territoriales en rapprochant l'administration des citoyens. « Il s'agit d'assurer une meilleure répartition des ressources et de renforcer la gouvernance locale », souligne-t-il.

Les nouvelles wilayas seront dotées d'Assemblées populaires de wilaya (APW), favorisant

ainsi une gestion démocratique et participative des affaires publiques. Sur le plan financier, les nouvelles wilayas bénéficieront progressivement de budgets de fonctionnement et d'équipement, en vue d'atteindre une autonomie budgétaire complète à l'issue de la transition. Un travail est également en cours pour organiser le transfert des actifs, des passifs et des recettes fiscales entre anciennes et nouvelles entités administratives.

**Des investissements massifs
pour le développement local**

Dans le cadre de cette réforme, un budget conséquent a été mobilisé pour soutenir le développement local. Environ 22 milliards de dollars ont été engagés pour financer des projets de proximité, notamment dans les domaines de l'aménagement urbain, des infrastructures et de l'amélioration du cadre de vie. Au-delà des infrastructures administratives, l'État prévoit le déploiement progressif de l'ensemble des services publics dans les nouvelles wilayas. Cela inclut les secteurs de la santé, de l'éducation, des télécommunications et de l'énergie, avec l'installation d'organismes tels que Sonelgaz, Algérie Télécom ou encore les chambres de commerce et d'agriculture.

AIR ALGÉRIE

Mobilisation générale pour transporter plus de 41.000 pèlerins

Le groupe Air Algérie a annoncé, hier dans un communiqué, sa pleine disponibilité à assurer la réussite de la saison du Hadj 1447 H/2026, en mobilisant l'ensemble de ses capacités humaines et techniques afin de garantir les meilleurs conditions de transport pour les pèlerins algériens. Les premiers vols à destination des Lieux saints débiteront à partir du 29 avril, tandis que les vols de retour commenceront le 1^{er} juin pro-

chain, selon un programme rigoureux et précis, ajoute le communiqué.

A ce titre, l'opération de transport des pèlerins couvrira 12 aéroports à travers les différentes wilayas du pays, en vue de rapprocher le service et de faciliter les déplacements des pèlerins. Dans ce cadre, le transport sera organisé en coordination avec Saudia Airlines et la compagnie aérienne Flynas, à travers la programmation de 176 vols pour

transporter près de 41.300 pèlerins, dont 88 vols assurés par Air Algérie, soit 50% du programme total. La compagnie a annoncé la finalisation de toutes les dispositions organisationnelles et logistiques, tout en veillant au respect des normes de sécurité et de sûreté, en coordination avec l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), afin d'assurer le bon déroulement de cet important rendez-vous religieux. Un numéro vert a été mis à la disposi-

tion des pèlerins et de leurs proches (+9668008500585), joignable 24h/24 et 7j/7, pour fournir les informations et l'assistance nécessaires. Par ailleurs, Air Algérie a réaffirmé son rôle central au service des pèlerins et son engagement à les accompagner dans ce voyage spirituel, incarnant ainsi l'attention particulière que l'État algérien accorde à ce rite religieux béni, conclut le communiqué.

R. E.

SERVICES NUMÉRIQUES

Les entreprises algériennes appelées à s'internationaliser

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a appelé, hier à Alger, les entreprises algériennes activant dans le domaine des services numériques à se tourner vers les marchés extérieurs, étant donné que l'atteinte d'un certain niveau de maturité sur le marché national exige une expansion internationale et un renforcement de la présence au-delà des frontières. Dans une déclaration en marge de sa visite à la 6^e édition du Sommet panafricain de la transformation numérique "ICT Africa Summit 2026", le ministre a indiqué que le marché national "touche à ses limites", relevant que les entreprises "connaissent désormais leurs clients et se connaissent entre elles", ce qui les amène, selon lui, à explorer de nouveaux marchés et à saisir les opportunités offertes, notamment dans le cadre des accords économiques régionaux.

A ce titre, M. Zerrouki a insisté sur l'importance de tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf),

et de s'ouvrir aux marchés de l'Afrique de l'Ouest, tout en participant aux manifestations internationales organisées sur le continent et en dehors.

Le ministre a, par ailleurs, fait observer que "les compétences et les entreprises algériennes ont largement prouvé leur savoir-faire, leur potentiel et leur maîtrise des technologies", rappelant que plusieurs cadres algériens dirigent des "entreprises de dimension mondiale" dans différentes régions du globe.

Un atout, a-t-il ajouté, de nature à encourager les entreprises nationales à exporter leur expertise.

A cet effet, il a souligné le rôle des autorités publiques dans l'accompagnement de cette orientation, précisant que l'objectif ne se limite pas nécessairement à la réalisation de profits directs, mais inclut également le développement d'une présence internationale et d'une réputation pour les entreprises algériennes à l'étranger.

Le ministre a, par ailleurs, appelé à renforcer l'intégration entre les entreprises natio-

nales opérant dans le domaine numérique, à travers le développement d'offres communes à même de répondre aux exigences des marchés internationaux.

Il a mis en avant que le travail collectif permet de proposer des solutions intégrées et renforce la compétitivité, notamment dans des domaines tels que le cloud computing et les services à la clientèle.

M. Zerrouki a réitéré le soutien du secteur et son accompagnement aux entreprises dans leur processus d'expansion, tant au niveau national qu'international, saluant l'évolution que connaît le Sommet panafricain de la transformation numérique, devenu, selon lui, un rendez-vous important pour renforcer la coopération et les partenariats dans le domaine.

Pour sa part, le PDG du groupe Algérie Télécom, Ahmed Hichem Andaloussi, a précisé que les entreprises algériennes disposent de compétences humaines de haut niveau. Il a également rappelé son expérience professionnelle à l'étranger avant son retour en Algérie, indiquant avoir

constaté "les réalisations accomplies par les cadres algériens en peu de temps". Et d'affirmer que les perspectives d'expansion ne se limitent plus au marché national et que "les plus grands marchés se trouvent désormais en dehors de l'Algérie, notamment au niveau du continent africain", qu'il a décrit comme étant susceptible de réaliser "la plus forte croissance économique au cours des prochaines années", offrant ainsi, selon lui, des opportunités prometteuses aux entreprises algériennes pour pénétrer ces marchés et tirer parti de leur dynamisme.

A noter que cet événement se tient du 21 au 23 avril en cours au Palais des expositions des Pins Maritimes (Alger), sous le patronage des ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales et des Transports, de la Poste et des Télécommunications, de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, de la Santé, de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Synthèse R. E.

AVEC LA PARTICIPATION
DE PLUS DE 230
EXPOSANTS

**La 16^e édition du
"Siaha 2026"
s'ouvre à Oran**

La 16^e édition du Salon international du tourisme, du voyage, du transport, des équipements et des services hôteliers et de restauration "Siaha 2026" a été inaugurée, mardi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Khadra Fenninech, représentante de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, indique-t-on. Cet événement économique est marqué par la participation de plus de 230 exposants nationaux et de plusieurs pays étrangers, notamment la Tunisie, la Turquie, l'Égypte, l'Espagne, la Belgique et le Zimbabwe. Organisé sous le patronage de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, et en présence du wali d'Oran, Brahim Ouchène, ce salon réunit les différents acteurs du secteur touristique. Il vise à promouvoir la destination Algérie, mettre en valeur les potentialités du pays, favoriser l'échange d'expériences et de services, développer le secteur et explorer de nouvelles opportunités. Mme Fenninech, directrice des systèmes d'information et des statistiques au ministère, a indiqué dans une déclaration à la presse que l'une des priorités du ministère est de permettre aux familles algériennes de passer leurs vacances à l'intérieur du pays à des prix compétitifs. Elle a également souligné l'importance d'encourager les modes d'hébergement alternatifs, tels que l'hébergement chez l'habitant, notamment dans les régions sahariennes, tout en mettant l'accent sur le tourisme durable et les hébergements respectueux de l'environnement, afin de préserver le caractère culturel et patrimonial, ainsi que la beauté du Sud du pays. De son côté, le commissaire du salon, Daoudi Nouredine, a précisé que cette manifestation constitue une plateforme pour renforcer les échanges entre les professionnels du secteur, valoriser les potentialités touristiques et les industries artisanales nationales, ainsi que pour promouvoir la production locale dans le domaine des équipements hôteliers et de restauration.

R. E.

GRAND PRIX
ASSIA DJEBAR
DU ROMAN
2026

L'ANEP
prolonge d'un
mois le délai
de réception
des ouvrages

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a l'honneur d'informer l'ensemble des maisons d'édition algérienne qu'il a été décidé d'accorder une prolongation d'un (01) mois pour la réception des ouvrages dans le cadre du prestigieux Grand Prix Assia Djebbar du Roman 2026 et ce, jusqu'au 18 mai 2026.

Cette mesure vise à offrir l'opportunité aux éditeurs qui n'ont pas encore pu déposer leurs ouvrages de participer à cette édition et de donner la chance à un plus grand nombre d'auteurs de prendre part à cette compétition culturelle.

La réception des romans en lice aura lieu au niveau du siège de la Direction Générale de l'entreprise, sis au 50, rue Khelifa Boukhalfa, Alger-Centre. Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le site officiel:

www.prixassiadjebbar.dz ou la page Facebook: Grand Prix Assia Djebbar du Roman. L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité souhaite bonne chance à tous les participants et leur exprime ses vœux de réussite pour cette nouvelle édition du Grand Prix Assia Djebbar du roman.

CONSTANTINE

Clôture du 6eme Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies

La 6^{ème} édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies "Builtec 2026" s'est clôturée mardi au complexe culturel Ahmed Bey (Zénith) de Constantine, mettant en lumière le rôle croissant des centres de recherche et des universités dans l'accompagnement des mutations que connaît le secteur des bâtiments modernes en Algérie, notamment dans les domaines de l'efficacité énergétique, de la numérisation et de l'innovation appliquée.

Le programme scientifique de cette manifestation a constitué l'un de ses axes majeurs, à travers l'organisation d'un cycle de conférences techniques et scientifiques portant sur l'intégration des énergies renouvelables dans les bâtiments, le développement de solutions numériques dédiées à la gestion et au suivi des chantiers et des infrastructures, ainsi que la valorisation des résultats de la recherche scientifique et leur conversion en applications concrètes sur le terrain.

A cet égard, le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), M. Souheil Guessoum, a abordé "la relation entre innovation technologique et croissance économique durable", soulignant "l'importance d'établir des passerelles de coopération entre l'université, les centres de recherche et l'entreprise, afin de transformer le savoir scientifique en véritable valeur ajoutée au sein du marché national".

Pour sa part, le Dr Farouk Laidoudi, du Centre de recherche en technologies industrielles, a

présenté, lors de son intervention, "les applications de l'impression 3D dans le domaine de la construction", mettant en exergue "les potentialités offertes par cette technologie en matière de conception et de réalisation de structures à géométrie complexe, tout en réduisant les délais de réalisation et en améliorant la précision technique".

De son côté, le Dr Hichem Hafdaoui, du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), a mis en lumière la question de l'intégration des systèmes photovoltaïques dans l'enveloppe du bâtiment, à travers une communication portant sur le passage du concept à l'expérimentation, visant à faire du bâtiment un véritable support de production énergétique, dans une perspective d'amélioration de l'efficacité énergétique et de réduction de la consommation des énergies conventionnelles.

Dans le même sillage, des représentants des centres nationaux de recherche participants, notamment le Centre de recherche en techno-

logies des semi-conducteurs pour l'énergétique, le Centre de développement des technologies avancées, le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique, ainsi que la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, ont présenté un ensemble de solutions techniques liées aux constructions modernes, en particulier dans les domaines de l'énergie solaire, du stockage énergétique, de l'impression 3D, de l'intelligence artificielle, de l'Internet des objets et des services de cloud computing.

Il convient de rappeler que ce salon international, ouvert le 19 avril courant, a réuni une trentaine d'exposants activant dans le secteur du bâtiment et des technologies associées. Il a été ponctué par des rencontres professionnelles et scientifiques, dont une part significative a été consacrée à la mise en valeur de la contribution de la recherche scientifique au développement de ce secteur.

APS

KHENCHELA

Session de formation au profit de 78 agriculteurs et techniciens en mécanisation agricole

Un total de 78 agriculteurs et techniciens de la wilaya de Khenchela ont bénéficié d'une session de formation en mécanisation agricole, a-t-on appris mardi auprès du président de la Chambre locale d'agriculture, Yacine Kenzari. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à développer la mécanisation agricole, et en coordination entre la Chambre d'agriculture et la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Khenchela, 78 agriculteurs et techniciens ont été formés dans le domaine de la conduite, de la maintenance et du réglage des moissonneuses-batteuses au niveau du

centre de formation professionnelle Saâdoudi M'barek, dans la commune de Kaïs, a précisé M. Kenzari dans une déclaration à l'APS. Le même responsable a ajouté que la première journée de cette session de formation, qui a lundi dernier, a été consacrée au volet théorique, tandis que des cours pratiques ont été dispensés mardi aux agriculteurs et techniciens présents, avant la validation des compétences acquises par l'expérience et la remise aux participants de certificats homologués par l'administration du centre de formation professionnelle. Il a également indiqué que ce stage de formation s'inscrit dans le cadre

des efforts continus visant à moderniser les méthodes de travail agricole à travers la valorisation des expériences de terrain acquises par les professionnels au fil des années de pratique, en leur donnant un caractère officiel qui renforce leur statut professionnel et leur ouvre de nouvelles perspectives sur le marché du travail agricole. Cette formation vise également, selon la même source, à opérer une transition vers une agriculture moderne basée sur la mécanisation et la compétence professionnelle, en élevant le niveau de qualification technique des ressources humaines, particulièrement face à l'utilisation croissante de

matériel agricole moderne nécessitant des compétences précises en exploitation et en maintenance pour garantir l'efficacité des performances et réduire les pannes et les pertes durant les campagnes de moisson-battage. M. Kenzari a souligné qu'il est attendu que cette session de formation contribue à l'amélioration du rendement de la production agricole dans la wilaya, en renforçant la maîtrise de l'utilisation des machines et en évitant la déperdition des récoltes, ce qui aura un impact positif sur la réalisation de la sécurité alimentaire nationale et le soutien à l'économie locale et nationale.

APS

TIPASA

Plus de 80 exposants à la 1^{re} édition du Salon de l'emploi et de l'entrepreneuriat

Plus de 80 exposants, représentant différents secteurs économiques et commerciaux, prennent part à la 1^{ère} édition du Salon de l'emploi et de l'entrepreneuriat, ouverte mardi à la maison de jeunes du centre-ville de Tipasa.

Inaugurée par le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoualia, la manifestation regroupe des exposants de différents secteurs, notamment l'agriculture, l'industrie, l'artisanat, la pêche, les industries de transformation et les services, a indiqué le directeur de l'emploi, Kamel Benallouache.

L'événement, organisé sous le slogan "Votre tremplin vers l'emploi", enregistre également la participation d'orga-

nismes de soutien à l'emploi et à l'entrepreneuriat, dont la National Entrepreneurship Support and Development Agency (NESDA) et l'Agenda nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), ainsi que de banques, compagnies d'assurances et entreprises publiques économiques, à l'image d'Algérie Télécom (AT) et d'Algérie Poste, outre des caisses relevant du secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

Cette initiative, organisée par la direction de l'emploi pour une durée de deux jours, vise à offrir aux entreprises un espace pour proposer des postes vacants et mener des entretiens de recrutement, parallèlement à des

ateliers et conférences animés par des spécialistes.

A cette occasion, le wali a supervisé la signature de trois (3) conventions de coopération respectivement entre l'antenne de wilaya de l'emploi et la direction de la jeunesse et des sports (DJS), l'ANGEM et la DJS, et l'antenne de wilaya de l'emploi, la direction de la formation professionnelle et une entreprise privée chargée de la réalisation de 1.000 logements AADL à Sidi Amar.

Le wali a, par ailleurs, souligné l'importance de la coordination intersectorielle pour promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat, notamment à travers le renforcement de la formation et des

qualifications.

Dans le même cadre, trois (3) décisions d'affectation ont été attribuées à des femmes dans le cadre du programme de la famille productive, dans différentes activités (cuisine, pâtisserie, confection de pâtes, couture et broderie).

L'organisation de ce Salon a coïncidé avec la clôture de la campagne nationale d'information menée par la caravane des organismes relevant du secteur du travail, visant à promouvoir leurs services numériques, dans le cadre de la stratégie de modernisation et de numérisation de l'administration.

APS

DONALD TRUMP ET LE CRONY CAPITALISM

Un enrichissement personnel sans bornes

2^e partie et fin

Du marché des cryptos à la spéculation sur la guerre en Iran, les dernières années auront été extrêmement profitables pour les occupants de la Maison Blanche. Nul n'ignore le goût du président-millionnaire Donald Trump pour l'or. Après tout, c'est sa personnalité d'affairiste impitoyable qui lui a valu d'être élu dans un pays où son Art of the Deal est un best-seller. Un motif obsessionnel de son discours est l'idée selon laquelle les États-Unis auraient été traités de manière injuste par leurs partenaires commerciaux, et qu'il était temps de rétablir l'équilibre via la mise en place de droits de douane exorbitants.

A son entrée en fonctions en janvier 2025, la fortune personnelle de Donald Trump était estimée à 2,3 milliards de dollars par Forbes. En janvier 2026, Forbes l'estimait à 6,6 milliards, soit une augmentation de près de 90 % en un an – une trajectoire d'accumulation sans précédent pour un Président en exercice, générée non pas par des activités commerciales traditionnelles, mais par des ventures crypto et médiatiques directement conditionnées par son statut présidentiel.

Les fervents trumpistes qui auront fait confiance à leur président pour s'enrichir sont cependant bien mal récompensés. La valeur du \$TRUMP continue de s'effondrer, ruinant les acheteurs initiaux. Mais pas le Président ni ses alliés qui encaissent les bénéfices. World Liberty Financial, la plateforme de finance décentralisée contrôlée par la famille Trump, lève 550 millions de dollars lors de sa vente de tokens. Sur ce montant, 401 millions (75 %) vont à DT Marks DEFI LLC, une société dont Trump détient 70 % tandis que sa famille détient les 30 % restants. De même, des fidèles placés à des postes clés supervisent désormais les secteurs dont ils tirent leurs revenus privés, sans séparation effective entre fonction publique et intérêts personnels. Et tout cela sans conséquences judiciaires.

Un rapport de novembre 2025 du comité judiciaire de la Chambre, conduit par le démocrate Jamie Raskin, documente comment le Président a utilisé sa fonction pour s'enrichir avec des crypto-holdings valant jusqu'à 11,6 milliards de dollars et des revenus de plus de 800 millions issus de la vente d'actifs crypto dans le seul premier semestre 2025. Le même rapport note que l'administration a simultanément arrêté ou terminé des enquêtes fédérales visant plusieurs entreprises crypto ayant investi dans les ventures Trump – Coinbase, Gemini, Robinhood, Ripple, Kraken... Non seulement Donald Trump crée des actifs crypto et en profite, mais il régule le secteur à son avantage, et ferme les enquêtes visant ceux qui l'ont financé. Même le milliardaire républicain Ken Griffin, PDG de Citadel, accuse le président de renforcer le crony capitalism. Difficile de lui donner tort : le 14 avril, on apprend que Kevin Warsh, le futur président de la Fed choisi par Trump, déclare détenir des participations dans Polymarket, SpaceX, ainsi que des cryptomonnaies...

Guerres et délits d'initiés

Le dernier niveau de cette architecture de la prédation est peut-être le plus in-



quiétant, car il dépasse le seul enrichissement présidentiel pour toucher au cœur de l'impérialisme nord-américain. L'agression de l'Iran menée par les États-Unis et Israël à partir du 28 février entraîne des destructions massives au Moyen-Orient et des milliers de morts, ainsi qu'une crise énergétique et économique mondiale. Mais elle peut aussi se montrer profitable pour les personnes bien informées.

Le matin du 23 mars 2026, quelques minutes avant l'ouverture de la Bourse de New York, Trump affirme sur Truth Social que « de grands progrès ont été réalisés » dans les négociations avec « un nouveau régime plus raisonnable » en Iran. Il n'existe alors pourtant aucune preuve d'une telle avancée diplomatique. L'objectif du message n'est pas d'informer le public, mais de stopper la chute des marchés entamée le vendredi précédent. Dans les minutes qui précèdent l'annonce, des volumes anormaux d'achats sur les marchés à terme du pétrole sont enregistrés, alimentant des suspensions d'utilisation d'informations privilégiées sur les intentions présidentielles.

Pete Hegseth, secrétaire à la guerre, est par exemple accusé d'avoir contacté BlackRock via un intermédiaire pour réaliser en février un investissement de plusieurs millions de dollars dans un fonds de défense incluant Lockheed Martin et Northrop Grumman, dans les semaines précédant le déclenchement de la guerre contre l'Iran. Or les hauts responsables du Pentagone sont légalement interdits de posséder des actions dans les dix principales sociétés de défense contractant avec le ministère, dont Lockheed Martin, Northrop Grumman et Boeing, qui se trouvent

précisément dans le fonds visé. Cette affaire intervient dans un contexte plus large de soupçons sur des transactions suspicieusement bien chronométrées sur les marchés stratégiques, où des parieurs engrangent des gains spectaculaires en anticipant avec précision le déclenchement d'opérations militaires au Venezuela et en Iran quelques heures avant leur annonce.

La plateforme de paris financiers Polymarket, légale aux États-Unis, enregistre ainsi des flux massifs dans les heures précédant plusieurs décisions militaires majeures – comme si certains opérateurs connaissaient à l'avance les intentions de la Maison-Blanche. Ce ne sont pas bien sûr des preuves d'un délit constitué, mais des signaux qui, accumulés, laissent imaginer l'existence d'un système où l'information militaire classifiée peut être convertie en profit financier. Et quand l'action de Palantir est en baisse, rien de tel qu'une déclaration présidentielle favorable pour corriger les cours. Dernier épisode en date, le « blocus du blocus » du détroit d'Ormuz permet à des traders de réaliser des profits énormes en « shortant » le baril de Brent, profitant des horaires décalés entre bourses asiatiques et américaines et maximisant les effets de levier en attendant un simple message du président états-unien sur les réseaux, faisant repartir à la hausse le cours. Ou à la baisse, lorsque Donald Trump menace d'anéantir la civilisation iranienne. Les grands discours sur la libération des Iraniens n'auront engagé que ceux assez naïfs pour y croire.

La plateforme de paris financiers Polymarket, légale aux États-Unis, enregistre ainsi des flux massifs dans les heures précédant plusieurs décisions militaires

majeures – comme si certains opérateurs connaissaient à l'avance les intentions de la Maison-Blanche.

2026 s'annonce donc comme une année de grandes catastrophes pour les peuples du monde, et d'enrichissement inouï pour la Maison Blanche et ses réseaux. En janvier, l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro et de son épouse lors d'un raid militaire était brièvement présenté comme une victoire de la démocratie. Depuis se met en place un mécanisme de pillage systématique des ressources en hydrocarbure du pays et en métaux rares et, désormais, de son or. Les dernières actions du gouvernement de Donald Trump dans les Caraïbes semblent désormais au diapason des critiques les plus caricaturales de l'impérialisme états-unien. En mars, le secrétaire à l'Intérieur Doug Burgum arrive à Caracas accompagné de dirigeants d'une dizaine de compagnies pétrolières et minières américaines. Il en repart avec, dans ses bagages, un premier versement de 100 millions de dollars d'or physique vénézuélien. « Il n'y avait pas eu de transfert de métaux précieux entre le Venezuela et l'Amérique depuis plus de vingt ans », se félicite-t-il devant une assemblée de cadres du secteur énergétique à Houston. Dans le même temps, la compagnie minière d'État vénézuélienne Minerven (pourtant sanctionnée en 2019 par le Trésor américain pour financement d'organisations terroristes) signe un contrat pour livrer jusqu'à une tonne d'or au négociant en matières premières américaines. La souveraineté des peuples passera après.

Source: Ivsl.fr; publié le 20/04/2026

QATAR

Le Fonds QFFD apporte un soutien technique au secteur financier syrien

Le Fonds du Qatar pour le développement (QFFD) a annoncé la mise en place d'un programme de soutien technique assorti d'une évaluation globale et approfondie visant à recenser les insuffisances structurelles, réglementaires, institutionnelles et opérationnelles du secteur financier de la République arabe syrienne, en coopération avec le ministère des Finances de l'État du Qatar.

Dans une publication sur la plateforme X, le QFFD a précisé que cette annonce, faite en présence de Son Excellence M. Mohammed Yisr Barnieh, ministre des Finances de la République arabe syrienne, de Son Excellence Dr Abdelkader Husrieh, gouverneur de la Banque centrale de Syrie, ainsi que d'un représentant du Trésor américain, est intervenue en marge des réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, tenues du 13 au 18 avril 2026 à Washington, aux États-Unis.

Le Fonds a indiqué que cette coopération vise à élaborer une feuille de route de réforme claire, progressive et réalisable, tout en encourageant les acteurs locaux et internationaux à appuyer les efforts de mise en œuvre.

R I.

TUNISIE

Améliorer l'offre économique, la clé pour contrôler les prix

Le ministre de l'Économie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, a affirmé, ce mardi soir au Palais de Bardo, que son ministère n'intervient pas directement dans la surveillance des prix, mais travaille à améliorer l'offre économique et à renforcer la croissance dans le but d'augmenter le revenu individuel, ce qui contribue à contrôler les prix et à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.

Synthèse R I.

Cette précision est intervenue en réponse à la question du député Mohamed Amin El Wargi concernant les mesures gouvernementales pour surveiller les prix et améliorer le pouvoir d'achat, face aux hausses, qualifiées de record, des prix des denrées alimentaires, notamment les viandes et les légumes.

Le ministre a souligné que la Loi de Finances pour 2026 prévoit des augmentations salariales dans les secteurs public et privé, ainsi que des pensions de retraite, dont les taux et les dates d'entrée en vigueur seront fixés par un décret ultérieur.

Il a également présenté une série de mesures économiques, dont le soutien à l'investissement, l'amélioration du climat des affaires, le renforcement des programmes régionaux, ainsi que la révision de l'impôt sur le revenu afin de réduire la charge fiscale sur les catégories moyennes et vulnérables.

Concernant le soutien aux groupes vulnérables, le ministre a précisé qu'il a été procédé à une augmentation des transferts financiers vers les familles à faible revenu, en plus d'une revalorisation du salaire minimum garanti de 7,5 % à partir de 2025, ainsi que d'autres mesures sociales concernant les pensions de retraite et la consommation d'électricité.

En ce qui concerne l'inflation, Abdelhafidh a in-

diqué que l'État avait réussi à réduire progressivement son taux, passant de 7 % en 2024 à environ 5 % en mars 2026, en se basant sur l'indice des prix à la consommation, qui est mis à jour selon les enquêtes de consommation menées par l'Institut national de la statistique.

Défis des petites et moyennes entreprises

De son côté, le député Sami Al-Rais a soulevé la situation des petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent plus de 75 % du tissu économique et génèrent jusqu'à 65 % des emplois. Il a fait état des difficultés auxquelles elles font face pour accéder au financement et à la hausse du coût des crédits.

En réponse à la question du député, le ministre a confirmé que plusieurs programmes de soutien aux PME sont en place, notamment la restructuration financière et l'accompagnement des entreprises en difficulté, ainsi que des lignes de financement et des mécanismes de garantie.

Il a également annoncé que son ministère est en train de finaliser l'élaboration d'une stratégie nationale pour le développement des PME, incluant un programme exécutif pour résoudre les problèmes structurels, en particulier les difficultés d'accès au financement, l'accès aux marchés et la simplification des démarches administratives. Le ministre a également évoqué plusieurs mesures inscrites dans les lois de finances récentes,

telles que la création de nouvelles lignes de financement, la reprogrammation des dettes des entreprises, l'exonération des intérêts de retard, ainsi que des prêts sans intérêt pour soutenir les petits projets.

Développement régional et projets à Sfax

Dans un autre registre, le député Hassan Al-Jerboui a soulevé des problématiques concernant le gouvernorat de Sfax et la délégation de Menzel Chaker, évoquant le recul du rôle de la région en tant que pôle économique et la faiblesse des infrastructures et des services de base dans certaines zones.

Le ministre a confirmé que le plan de développement pour la période 2026-2030 adopte une approche intégrée entre les régions et gouvernorats, en s'appuyant sur les propositions des conseils élus, dans le but d'atteindre un développement équilibré. Il a également mentionné plusieurs projets réalisés et programmés dans le gouvernorat de Sfax, en particulier dans les domaines des routes, de l'eau et des infrastructures, ainsi que des programmes de développement intégré dans plusieurs délégations, dont Menzel Chaker, avec un coût avoisinant plusieurs dizaines de millions de dinars. Bien que certaines de ces initiatives aient un volume limité, elles ont un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens, en particulier dans les zones intérieures.

MAURITANIE

Le levier numérique comme outil de soutien au pouvoir d'achat

Le gouvernement a mis en avant, mardi 21 avril 2026, le levier numérique comme outil de soutien au pouvoir d'achat des ménages. Réunis en séance de travail, le ministre de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, Ahmed Salem Bede, et la ministre du Commerce et du Tourisme, Zeinebou Mint Ahmednah, ont examiné plusieurs chantiers à impact direct sur la vie quotidienne des consommateurs. Au centre des

échanges figure l'accélération d'une plateforme numérique de suivi du marché et de contrôle des prix des produits de base. L'outil, qui sera accessible via la plateforme Khidmaty, doit permettre aux citoyens de consulter les prix des produits essentiels et de signaler les cas de spéculation ou les dépassements des prix plafonnés par le département du Commerce. Les deux ministres ont également convenu d'accélérer l'adoption de la stratégie nationale du commerce élec-

tronique en Conseil des ministres, afin de doter le secteur d'un cadre structurant et de favoriser son développement. La réunion a aussi permis de faire le point sur deux projets en phase finale de développement : le système intégré de suivi des stocks et de l'approvisionnement de la Centrale d'achat et d'approvisionnement du marché, ainsi que la plateforme MarestIC, destinée à dynamiser le commerce électronique porté par les femmes mauritaniennes. Leur mise en

service est attendue dans les prochaines semaines. D'autres besoins prioritaires ont enfin été identifiés, notamment la cartographie numérique des stocks du secteur privé et le renforcement des outils digitaux au service du tourisme. À travers cette coordination, l'exécutif cherche à faire du numérique un levier de régulation économique et de réponse plus rapide aux attentes des citoyens.

Agence

ÉGYPTE

La BAD mobilise des fonds de pension européens pour un projet éolien de 1,1 GW

En Égypte, le développement des capacités renouvelables s'appuie souvent sur le financement structuré des institutions internationales comme la BERD ou la BAD, dont le récent partenariat intervient dans un contexte d'accélération des investissements dans les énergies renouvelables en Afrique du Nord. La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé, dans un communiqué publié vendredi 17 avril, la finalisation de sa première opération conjointe avec ILX Management, un gestionnaire d'actifs basé à Amsterdam. Dans le cadre de ce partenariat, ILX investit 40 millions de dollars dans un prêt de 140 millions, structuré par la BAD et destiné à financer un projet éolien de 1,1 GW en Égypte. Le montage financier repose sur un mé-

canisme de « funded risk participation », un système dans lequel la banque prêteuse s'associe à un partenaire financier pour partager à la fois le financement et le risque de non-remboursement. En l'espèce, ILX prend en charge une partie du financement et de l'exposition associée au prêt initialement arrangé par la BAD. Ce schéma permet d'attirer des investisseurs institutionnels, notamment des fonds de pension européens, vers des projets d'infrastructure complexes.

Mobiliser le secteur privé dans la transition énergétique

Ce financement marque la première réalisation concrète d'un partenariat signé en 2023 entre la BAD et ILX Management. Il vise à financer des opérations

non souveraines alignées sur les objectifs climatiques. Le projet concerné correspond au parc éolien de Suez, d'une capacité de 1,1 GW, pour lequel la BAD avait approuvé en décembre 2024 un financement pouvant atteindre 170 millions de dollars. Développée par ACWA Power le long du golfe de Suez, cette infrastructure est présentée comme l'une des plus grandes installations éoliennes du pays. Elle repose sur un contrat d'achat d'électricité de 25 ans avec la société publique de transport d'électricité, l'Egyptian Electricity Transmission Company (EETC), garantissant la vente de la production sur le long terme.

« Le secteur privé est un catalyseur indispensable de la croissance africaine ; sans son intégration, le développement

durable et inclusif reste hors de portée. Par conséquent, la Banque africaine de développement donne la priorité à la mobilisation de l'investissement privé en tant que pilier essentiel pour combler les déficits de financement substantiels du continent », a rappelé le président de la BAD, Dr Sidi Ould Tah. Selon l'institution, l'investissement contribue à réduire la dépendance du pays aux combustibles fossiles, en particulier le gaz naturel, et à limiter les importations énergétiques. Il s'inscrit ainsi dans la stratégie égyptienne visant à porter la part des énergies renouvelables à 42 % du mix électrique à l'horizon 2030, puis à 60 % d'ici 2040, selon le State Information Service (SIS) égyptien.

R I.

GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

Les exportations africaines en hausse de 27 % au 1er trimestre 2026

La hausse des volumes d'exportation africains de GNL exportés découle essentiellement des impacts des tensions au Moyen-Orient, qui contraignent plusieurs pays européens et asiatiques à diversifier leurs sources d'approvisionnement, et de la hausse de la production de certains nouveaux acteurs, comme la Mauritanie.

Par Rédaction internationale

Les exportations africaines de gaz naturel liquéfié (GNL) ont enregistré une progression de 27 % au premier trimestre 2026 comparativement à la même période en 2025, pour s'établir à 11,32 millions de tonnes, selon un rapport publié le jeudi 16 avril par la plateforme spécialisée The Energy Research Unit. Le continent a ainsi représenté 9,96 % des exportations mondiales de GNL, qui se sont élevées à 113,6 millions de tonnes entre le 1er janvier et le 31 mars de l'année en cours.

La hausse des exportations des pays africains a été essentiellement favorisée par les perturbations d'approvisionnement liées à la guerre au Moyen-Orient, qui a endommagé installations pétrolières et gazières dans la région et réduit drastiquement le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, contraignant plusieurs pays européens et asiatiques à restructurer en urgence leurs approvisionnements énergétiques et à se tourner davantage vers l'Afrique pour sécuriser le GNL. Le rapport révèle également que cinq pays africains accaparent 88 % des volumes globaux exportés par le continent sur les trois premiers mois de 2026. Le Nigeria tient le haut du pavé avec 4,99

millions de tonnes expédiées au cours de la période sous revue, soit une hausse de 45 % en glissement annuel. L'Algérie a occupé la deuxième marche du podium avec 2,04 millions de tonnes, en dépit d'un recul de 8% de ses exportations par rapport au premier trimestre 2025.

Cette baisse s'explique notamment par la baisse de la production algérienne sous l'effet des travaux de maintenance du complexe de liquéfaction de gaz naturel d'Arzew (Nord-Ouest). Menée principalement par la Société de Maintenance Industrielle d'Arzew (SOMIZ), une filiale du géant local des hydrocarbures Sonatrach, en partenariat avec le groupe chinois Sinopec, cette opération de maintenance vise à doubler la capacité de production du complexe d'Arzew, mais ses effets ne sont attendus qu'à partir de 2027.

La Mauritanie et la République du Congo montent en puissance

L'Angola arrive en troisième position au classement des pays africains exportateurs de GNL au premier trimestre 2026, avec des volumes s'élevant à 1,25 millions de tonnes, en hausse de 30 %. Viennent ensuite le Mozambique (914 000 tonnes, -3 %) et la Guinée équatoriale (735 000 tonnes, -6

%). The Energy Research Unit a d'autre part révélé que certains autres pays africains ont vu leurs exportations de GNL progresser fortement depuis le début de l'année en cours.

Il s'agit en premier lieu de la Mauritanie, dont les exportations sont passées de 42 000 tonnes durant les trois premiers mois de 2025 à 703 000 tonnes au premier trimestre 2026. Devenu exportateur en 2025 grâce au projet majeur Grand Tortue Ahmeyim (GTA), développé en partenariat avec le Sénégal, BP et Kosmos Energy, le pays a ainsi enregistré une hausse de 1574 % de ses exportations en glissement annuel, pour occuper la 6e position au classement des exportateurs africains.

La République du Congo a, quant à elle, enregistré une augmentation de 98% de ses exportations de GNL, à 273 000 tonnes, pour occuper le 8e rang africain derrière le Cameroun (283 000 tonnes, -27 %). L'Égypte a par ailleurs exporté 162 000 tonnes au cours des trois premiers mois de 2026, après une absence totale du marché au premier trimestre 2025. Mais le pays le plus peuplé du monde arabe a interrompu ses expéditions en mars dernier, en raison de la perturbation de ses approvisionnements en gaz israélien, avant de reprendre ses exportations en avril.

OR

Un nouveau gisement de plus de 1 million d'onces annoncé en Côte d'Ivoire

En forte croissance depuis une décennie, la production aurifère de la Côte d'Ivoire est encore attendue à des niveaux élevés dans les prochaines années, avec un objectif de 100 tonnes d'ici 2030. Une perspective soutenue par le développement de nouveaux projets, dont Ferké.

La compagnie minière australienne Many Peaks Minerals a confirmé,

lundi 20 avril, la découverte d'un premier gisement sur son projet aurifère Ferké, en Côte d'Ivoire. Celui-ci abrite désormais une ressource initiale de 1,3 million d'onces, devenant ainsi le dernier actif en date à franchir ce cap symbolique en termes de potentiel dans le pays.

Dans le détail, l'entreprise précise que cette avancée est le fruit de 13 mois de travaux d'exploration sur le

site. L'estimation repose principalement sur le prospect Ouarigue et constitue une étape clé dans le développement du projet. Elle devrait notamment soutenir les travaux en cours en vue d'une étude de pré-faisabilité attendue d'ici fin 2026, laquelle permettra d'évaluer les premiers paramètres économiques d'une future mine d'or.

Pour la Côte d'Ivoire, cette annonce

illustre une nouvelle fois l'ampleur du potentiel aurifère national. Le projet Ferké s'ajoute ainsi à plusieurs autres actifs en développement dépassant le seuil du million d'onces de ressources, parmi lesquels Boundiali et Napié portés par Aurum Resources, ABC de Resolute Mining ou encore Afema de Turaco Gold.

R.I.

GHANA

Les exportations agricoles ont généré 710 millions \$ en 2025, en hausse de 38 %

Au Ghana, le cacao et ses dérivés comptent pour près de 60 % des recettes d'exportations agricoles. D'autres filières montent cependant en puissance, participant à la diversification et au dynamisme des flux commerciaux.

Au Ghana, les exportations agricoles non traditionnelles ont généré 710,3 millions USD de recettes en 2025. C'est ce que révèle l'Autorité ghanéenne de promotion des exportations (GEPa) dans son rapport annuel sur les statistiques des exportations non traditionnelles, publié le dimanche 19 avril dernier.

L'enveloppe annoncée est en hausse de 37,82 % par rapport aux 515,41 millions USD engrangés un an plus tôt. Il convient de noter que cette catégorie regroupe l'ensemble des produits agricoles exportés par le pays ouest-africain, à l'exception du cacao considéré comme un produit d'exportation traditionnel, et des produits agricoles transformés.

Si la performance du secteur repose sur une progression marquée de plusieurs filières, elle reste tirée par la noix de cajou, qui se positionne également comme deuxième produit agricole d'exportation du Ghana, après le cacao. D'après la GEPa, les recettes tirées des expéditions de la noix ont grimpé de 10 % d'une année sur l'autre pour s'établir à 297,59 mil-

lions USD en 2025, ce qui représente aussi 42 % des recettes totales générées par l'ensemble des produits agricoles non traditionnels.

Deuxième produit agricole non traditionnel exporté en termes d'importance, la noix de karité a rapporté 177,79 millions USD, soit plus du double des recettes générées en 2024 (82,1 millions USD), et se distingue comme étant le produit ayant affiché la plus forte hausse des exportations dans le Top 3.

D'après la GEPa, cette embellie est principalement stimulée par des changements de politique nationale, notamment l'interdiction anticipée des exportations de noix de karité brutes annoncée dès juillet 2025, qui a accéléré les expéditions avant son entrée en vigueur. La banane arrive sur la troisième marche du podium en générant 75,99 millions USD de recettes, soit 27 % de plus que l'enveloppe engrangée par la filière un an plus tôt. Derrière ce trio, les autres produits agricoles exportés ont pour la plupart enregistré des gains de recettes à l'exportation.

« Les secteurs émergents à l'exportation, tels que le bétail et les fleurs coupées, ont également enregistré des gains notables, soutenus par des initiatives gouvernementales ciblées visant à renforcer la chaîne de valeur agricole », explique la GEPa.

Globalement, la hausse des recettes d'exportations de produits agricoles non traditionnels illustre une diversification progressive du panier d'exportations agricoles du Ghana, au-delà du cacao qui fournit une part substantielle des recettes d'exportations agricoles du pays. Le défi pour le secteur agricole sera de maintenir la dynamique de croissance observée sur le segment des exportations agricoles non traditionnelles au cours des prochaines années, afin de soutenir la balance commerciale alimentaire du pays.

L'enjeu est d'autant plus stratégique que les cours du cacao sont en chute libre sur le marché international par rapport à leur sommet atteint en 2024, et qu'ils sont susceptibles de grever les performances du secteur agricole à l'export en 2026.

Pour rappel, le Ghana fait partie du cercle fermé des pays africains à s'imposer comme un exportateur net de produits agroalimentaires, principalement grâce à sa filière cacao. Les données compilées par le Service statistique du pays (GSS) montrent par exemple que l'ex-Gold Coast affichait un excédent commercial de 7,15 milliards de cedis (environ 646,3 millions USD) pour les produits alimentaires en 2024.

Agence

TANZANIE

Vers un renforcement de la coopération avec le Canada dans l'Agriculture

En Tanzanie, le secteur agricole contribue à hauteur de 23 % au PIB et emploie environ 65 % de la population active. Le gouvernement cherche à renforcer son système de production agricole avec l'appui de partenaires étrangers.

La Tanzanie compte profiter de l'expertise du Canada dans l'agriculture pour développer certaines filières stratégiques. C'est ce qui ressort d'une rencontre qui s'est tenue le 15 avril dernier à Dodoma entre David Siliinde, vice-ministre de l'Agriculture, et une délégation de l'Association canadienne des anciens parlementaires (CAFP). Selon les informations relayées le 20 avril par le média local Daily News, les discussions ont porté sur plusieurs axes, notamment les opportunités d'investissement, le développement des chaînes de valeur agricoles, ainsi que le transfert de technologies et de savoir-faire. Les deux parties ont également évoqué des collaborations dans la mécanisation agricole, le développement de l'irrigation et la modernisation des systèmes de production.

Cette démarche intervient dans un contexte où la Tanzanie cherche à réduire sa dépendance aux importations de produits agricoles stratégiques comme le blé, dont les achats sur le marché international ne cessent de croître.

Dans son dernier rapport publié en mars sur le marché tanzanien des céréales, le département américain de l'Agriculture (USDA) s'attend, par exemple, à ce que les importations tanzaniennes de blé pour la campagne 2025/2026 s'établissent à 1,5 million de tonnes. Cette projection qui reste à confirmer, marquerait une troisième année consécutive de hausse des importations de cette céréale depuis 2023/2024 et une croissance de 36 % sur la même période.

Ces chiffres, tout en illustrant la vitalité du marché local, mettent également en lumière les limites de la production nationale face à la progression de la demande. De son côté, le Canada occupe une place dominante sur le marché international du blé.

D'après la FAO, le pays d'Amérique du Nord s'impose comme le 7ème producteur mondial de blé après la Chine, l'UE, l'Inde, la Russie, les USA et l'Australie, avec une production moyenne estimée à 30,2 millions de tonnes par an entre 2021 et 2023. Il est également le 4ème exportateur de la céréale derrière la Russie, l'UE et l'Australie.

Au-delà du blé, les autorités entendent également réduire la dépendance aux importations d'oléagineux, dans un contexte où le renforcement des partenariats internationaux apparaît comme un levier clé pour accélérer la transformation du secteur agricole.

R.I.

CESSEZ-LE-FEU PROLONGÉ

Les marchés restent de marbre

Mercredi matin, les marchés accueillent la prolongation du cessez-le-feu en Iran avec une certaine indifférence. Paris recule de 0,2% tandis que Londres et Francfort avancent de 0,2%.

Le 2e round de négociations attendu aujourd'hui à Islamabad n'aura donc pas lieu. Téhéran conditionne en effet sa participation à la levée du blocus américain, considéré par Abbas Araqchi, ministre iranien des affaires étrangères, comme "un acte de guerre", et estimant que "le ciblage de navires commerciaux et la prise d'otages de leurs équipages constituent une violation encore plus grave".

Une déclaration qui intervient alors que les forces américaines ont arraisonné hier un pétrolier dans l'océan Indien, soit à des milliers de kilomètres d'Ormuz. Sa faute ? Le navire transportait 2 millions de barils de pétrole brut chargés sur l'île de Kharg au début du mois, rapporte MarineTraffic. En l'absence d'interlocuteurs à Islamabad, la Maison Blanche a toutefois accepté de prolonger unilatéralement la trêve, à la demande du Pakistan.

"Je remercie sincèrement le président Trump d'avoir gracieusement accepté notre demande de prolongation du cessez-le-feu afin de permettre aux efforts diplomatiques en cours de suivre leur cours", a commenté Shehbaz Sharif, le Premier ministre pakistanais, sur X.

Donald Trump n'a toutefois pas résisté à

tancer ses adversaires sur Truth Social, assurant que "l'Iran est au bord du gouffre financier ! Le pays exige l'ouverture immédiate du détroit d'Ormuz et manque cruellement de liquidités !". Le président américain a ajouté par ailleurs que le blocus coûtait "500 millions de dollars par jour" à l'Iran.

Un montant qu'il met en avant pour illustrer la pression qu'il exerce sur Téhéran... alors qu'il est aussi vivement critiqué outre-Atlantique pour le coût de son "excursion" au Moyen-Orient. Zohran Mamdani, maire de New York, a récemment fait savoir que l'opération coûtait... 500 MUSD par jour aux États-Unis, une estimation qui concorde avec les calculs des chercheurs indépendants. En attendant, le détroit d'Ormuz reste ostensiblement fermé. Les sites spécialisés de suivi du trafic maritime ne rapportent que trois passages de navires au cours des 24 dernières heures.

Les marchés vigilants

La prolongation du cessez-le-feu a toutefois offert une légère détente au prix de l'or noir, avec un Brent en recul de 1%, vers 98 USD. A Paris, Danone a dévoilé ce matin un chiffre d'affaires de 6 708 MEUR au titre du 1er

trimestre 2026, en baisse de 2% en données totales, pénalisé par un effet de change défavorable de 5,6%, et malgré des effets positifs de périmètre (+0,5%) et la contribution de l'hyperinflation (+0,3%). Le titre signe la meilleure performance du CAC 40, à +3,3%. L'indice parisien est toutefois freiné par Eurofins Scientific (-9%). Le spécialiste mondial des services de bio-analyses a généré un chiffre d'affaires trimestriel de 1,789 milliard d'euros, en croissance organique de 2,6%, une contre-performance alors que le consensus tablait sur une hausse de 4,8%. Par ailleurs, Bureau Veritas chute de 12% à Paris après avoir revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026. La société n'attend plus qu'une croissance organique à

un chiffre (vs "moyenne à élevée" précédemment) et évoque le contexte géopolitique, l'incertitude macroéconomique générale et la fin de contrats dans le segment des Services aux gouvernements.

Dans le reste de l'actualité, Sanofi a annoncé que les autorités sanitaires américaines (FDA) avaient approuvé une demande de licence biologique supplémentaire pour Tzield, étendant son indication pour les jeunes enfants de 8 ans et plus à 1 an et plus. Enfin, hier soir, FDJ a publié un chiffre d'affaires de 895 MEUR au titre du 1er trimestre, en repli de 3,2% en données publiées. La société déplore notamment un alourdissement de la fiscalité sur les jeux.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Avril 2026
Valeur : 24 Avril 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.1936	132.2086
1	EUR EURO	155.3143	155.3451
1	GBP POUND STERLING	178.7608	178.8052
100	JPY JAPANESE YEN	82.9893	83.0247
1	CNY CHINESE YUAN	19.3781	19.3826
1	CHF SWISS FRANC	169.4572	169.5852
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.7955	96.8419
1	DKK DANISH KRONE	20.7865	20.7921
1	SEK SWEDISH KRONA	14.4348	14.4378
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.2177	14.2402
1	AED UAE DIRHAM	35.9877	35.9947
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2460	35.2519
1	KWD KUWAITI DINAR	431.3005	431.4902
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2743	45.7294
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3223	14.3239
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8290	20.9356
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3400	3.3504
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.4822	181.4822

ASIE

Les Bourses jouent l'attentisme

Les prix du pétrole reculent et les Bourses jouent l'attentisme mercredi en début d'échanges en Asie.

Vers 00H25, le cours du baril de West Texas Intermediate (WTI), référence du marché américain, pour livraison en juin, se repliait de 0,29% à 89,41 dollars, après avoir été un peu plus tôt en hausse d'environ 1%.

Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, pour livraison en juin, céda à lui 0,19% à 98,29 dollars.

A la Bourse de Tokyo vers 00H10 GMT, l'indice

vedette Nikkei perdait 0,39% à 59.114 points, et l'indice élargi Topix 0,65% à 3.746 points. A Séoul, l'indice phare Kospi était stable à 6.388 points, reprenant son souffle après avoir clôturé la veille à un sommet historique, dopé par les valeurs technologiques.

La monnaie américaine était stable face à la devise japonaise vers 00H10, à 159,27 yens pour un dollar.

Mais l'or se reprenait sensiblement, grim pant de 0,55% à 4.746 dollars l'once.

APS

PARIS

Eurofins Scientific perd plus de 10% après ses résultats

Le laboratoire français d'analyses Eurofins Scientific perdait plus de 10% dans les premiers échanges sur la Bourse de Paris mercredi, dans la foulée de la publication de ses résultats au premier trimestre, qui font état d'un chiffre d'affaires inférieur aux attentes.

Vers 7H15 GMT, le titre reculait de 10,76% à 61,98 euros, avec un CAC 40 à l'équilibre (+0,02%). Le groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 1,789 milliard d'euros au premier trimestre, contre 1,823 milliard d'euros anticipé par les analystes de Factset.

APRÈS LE PROLONGEMENT DE LA TRÊVE AU MOYEN-ORIENT

Les Bourses d'Europe prudentes

Les Bourses d'Europe ont reçu avec prudence mercredi l'annonce du prolongement de la trêve au Moyen-Orient jusqu'à nouvel ordre sans réouverture du détroit d'Ormuz.

Les indices réagissent autant à la dernière décision de Donald Trump qu'aux résultats des grandes sociétés cotées, dans les nouvelles technologies en particulier.

A 08H00 GMT, Paris maintenait un quasi-équilibre (-0,06%), tiraillé entre l'annonce du président américain et les mauvais résultats trimestriels de certaines valeurs (l'entreprise de certification Bureau Veritas, qui plonge de 11,68% et les laboratoires d'analyse Eurofins Scientific, en repli de près de 9%).

Francfort progressait (+0,20%), tout comme Milan (+0,16%) et Londres (+0,10%), une Bourse très sensible au cours du pétrole, qui reculait

après une forte hausse la veille. Le Brent s'échangeait à 98,14 dollars (-0,35%), contre 89,13 pour le WTI (-0,60%).

Les cours du pétrole avaient fortement augmenté la veille, "soutenus par les incertitudes autour des négociations entre les États-Unis et l'Iran et par la fragilité du cessez-le-feu", relève la société de courtage Aurel BCG.

"Ce que nous savons, c'est que les réserves d'énergie se resserrent. On dit que les Européens pourraient n'avoir plus que quelques semaines (environ six semaines) de réserves de pétrole et d'énergie", indique Ipek Ozkardeskaya, analyste senior chez Swissquote.

En attendant, le cessez-le-feu semble tenir mercredi matin en Iran et dans le Golfe, après l'annonce de la prolongation de la trêve par Donald Trump, qui maintient toutefois le blo-

cus des ports iraniens.

"Le risque n'a pas disparu, il a simplement été repoussé, laissant les investisseurs dans une zone grise", commente John Plassard de la Banque privée Cité Gestion.

"Le cessez-le-feu est de nouveau en vigueur, mais il se peut que la bonne nouvelle soit déjà intégrée dans les cours", ajoute Kathleen Brooks, directrice de recherche chez XTB.

"Plus le détroit reste fermé, plus on risque de voir de la nervosité sur le marché", ajoute-t-elle.

En Asie, l'indice Hang Seng de Hong Kong, lié aux valeurs chinoises, reculait (-1,22%), au contraire du Nikkei à Tokyo, qui a terminé en hausse (+0,40%) et du Kospi à Séoul (+0,46%), très indexés sur les performances de la "tech".

Sur les marchés actions, le secteur technologique bénéficie d'un regain d'intérêt, "soutenu par une demande

en IA résiliente malgré les tensions au Moyen-Orient et la crise énergétique", souligne Ipek Ozkardeskaya pour Swissquote. "Les fabricants corens de puces mémoire, en particulier, disposent d'un pouvoir certain de fixation des prix en raison d'une pénurie de l'offre".

Aux États-Unis, Tesla doit publier ses résultats mercredi. Les analystes anticipent une croissance du chiffre d'affaires d'environ 13 à 17% par rapport à l'an dernier.

Marché obligataire: stabilité des taux malgré l'inflation au Royaume-Uni

Les risques de hausse des prix tendent à se concrétiser. Au Royaume-Uni, le taux d'inflation a grimpé à 3,3% sur un an en mars, contre 3% en février, dopé par l'envolée des prix des hydrocarbures due à la guerre au Moyen-Orient.

Or, les risques d'inflation impactent les taux d'intérêts liés au financement de la dette des États sur le marché obligataire. En effet, l'inflation réduit la valeur réelle des titres de créances des prêteurs, qui se protègent avec des taux d'intérêts (des rendements) plus élevés.

Mercredi, le taux britannique à dix ans était quasi-stable (4,86% contre 4,88%). Référence en Europe, le Bund allemand se maintient autour des 3%. Le taux français passait à 3,64% contre 3,65% la veille.

"Il est hautement improbable qu'un seul chiffre d'inflation suffise à pousser les responsables de la politique monétaire à modifier le taux directeur de la Banque d'Angleterre la semaine prochaine", estime Emma Wall, cheffe stratégie investissement chez Hargreaves Lansdown.

Agence

ENVIRONNEMENT

Les énergies renouvelables ont produit plus d'électricité dans le monde que le charbon en 2025

Pour la première fois, les énergies renouvelables ont produit en 2025 plus d'électricité dans le monde que le charbon. C'est le principal enseignement de « La revue mondiale de l'électricité », la 7^e édition d'un rapport du groupe de référence Ember sur le sujet publié ce mardi 21 avril. Cela confirme le développement toujours plus intense du solaire et de l'éolien partout sur la planète, dans un contexte où de nombreux pays envisagent d'accroître cet effort pour remédier à leurs dépendances envers les énergies fossiles.

Synthèse rédaction internationale

Selon les chiffres de 2025, 34 % de l'électricité mondiale était produite par des sources renouvelables. Or, pour le charbon, c'est 33 %. L'écart est faible, mais symbolique. Pour la première fois, l'éolien et le solaire passent devant la source d'énergie la plus émettrice de gaz à effet de serre, principale

responsable avec le gaz et le pétrole du réchauffement climatique. Tous les ans, en raison de l'accroissement démographique et du développement, l'humanité consomme toujours plus d'électricité, il faut donc installer des nouvelles centrales. Les renouvelables ont comblé l'intégralité de cette hausse, ce qui a donc permis d'éviter la mise en place de nouvelles installations au gaz ou

au charbon. De nombreux experts y voient un point de bascule qu'il faudra cependant confirmer en maintenant le rythme de développement des énergies propres, pour qu'elles continuent non seulement à répondre à la hausse de la demande, mais qu'elles puissent également remplacer les moyens de production polluants déjà existants.

SELON FRANCE TRAVAIL

Les intentions de recrutement chutent de 6,5% en 2026

Le nombre de projets de recrutement atteint 2,27 millions en 2026, soit le plus bas niveau depuis 2018, bien moins que le pic de l'année 2023 (3,04 millions), selon une enquête de France Travail. Les intentions de recrutement des entreprises en 2026 diminuent de 6,5% par rapport à 2025, la baisse concernant tous les secteurs d'activité et "une grande majorité des métiers", selon une enquête* réali-

sée par France Travail publiée mardi. Le nombre de projets de recrutement chute de 158.000 à 2,27 millions soit le plus bas niveau depuis 2018, et de 764.400 par rapport au pic de l'année 2023 (3,04 millions), selon l'enquête réalisée auprès de 1,77 million d'établissements entre octobre et décembre 2025, donc avant le début de la guerre au Moyen-Orient et la flambée des prix des hydrocarbures.

"On est dans une période où la confiance et la visibilité dans l'avenir n'est pas toujours simple pour que les chefs d'entreprise puissent se projeter", réagit Thibaut Guilluy, directeur général de France Travail auprès de franceinfo, mais malgré cette situation "c'est un niveau équivalent à 2018, qui était assez dynamique". Le numérique et la construction en baisse, la santé en hausse

La baisse est la plus marquée dans le numérique et les télécommunications (-25%), elle est aussi particulièrement forte dans la construction (-16%), et à moindre degré dans les services aux entreprises (-10%). D'autres secteurs résistent mieux, comme la santé, avec des embauches prévues en hausse de 0,8% et l'industrie dont le recul se limite à -2%.

Agence

ROYAUME-UNI

Le chômage recule à 4,9 %, une première baisse en près de 20 mois

Selon l'Office for National Statistics, le taux de chômage a diminué sur la période décembre 2025-février 2026, tandis que l'inactivité a progressé et que l'emploi a reculé légèrement. Le taux de chômage au Royaume-Uni s'est établi à 4,9 % sur la période allant de décembre 2025 à février 2026, en baisse par rapport aux 5,1 % enregistrés au cours du tri-

mestre précédent. En revanche, ce taux est en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à la même période de trois mois un an plus tôt, a indiqué ce mardi l'Office for National Statistics. Il s'agit de la première baisse trimestrielle du chômage observée dans le pays depuis environ 20 mois. Le taux d'emploi a également reculé de 0,1

point de pourcentage pour s'établir à 75 % sur la même période. Par ailleurs, le taux d'inactivité économique a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 21,0 % entre décembre 2025 et février 2026, comparé à la période de septembre à novembre 2025, selon la même source.

R.I.

ALLEMAGNE

Forte détérioration du moral des investisseurs en avril sur fond de guerre en Iran

Le moral des investisseurs allemands s'est effondré beaucoup plus que prévu en avril, les entreprises ressentant les conséquences économiques de la guerre en Iran bien au-delà de la simple flambée des prix, montre l'enquête mensuelle publiée mardi par l'institut d'études économiques ZEW.

L'indice ressort à -17,2 points ce mois-ci, alors que les analystes interrogés par Reuters tablaient sur un chiffre à -5,0 points après -0,5 en mars. "Les répercussions économiques de la guerre en Iran sur l'économie allemande vont bien au-delà de la simple hausse des prix : les entreprises s'inquiètent

d'une pénurie d'approvisionnement énergétique à long terme, ce qui freine les investissements et affaiblit l'effet des mesures de relance gouvernementales", a déclaré Achim Wambach, président du ZEW. La perception de la situation économique actuelle s'est également considérablement détériorée, passant de -62,9

points en mars à -73,7 points ce mois-ci, contre un consensus à -70,0 points. Les perspectives dans les secteurs de la chimie et de la pharmacie, ainsi que chez les producteurs d'acier et de métaux, se sont particulièrement détériorées, précise ZEW.

Agence

RAVIVANT L'ESPOIR DES ENVOIS DE FONDS DES EXPATRIÉS

L'Autriche et la Syrie discutent de la réouverture des canaux bancaires

Le gouverneur de la banque centrale syrienne, Abdulqader Al-Hasriya, a tenu des entretiens directs à Vienne le 20 avril avec le président de la Banque nationale autrichienne, Martin Kocher, posant ainsi les bases du premier corridor bancaire correspondant entre les deux pays depuis l'assouplissement des sanctions de l'UE.

Les deux parties ont examiné les mesures techniques pour réactiver un compte dormant de la banque centrale syrienne chez Raiffeisen Bank et pour piloter des systèmes de paiement transfrontaliers numériques conformes aux règles européennes

de lutte contre le blanchiment d'argent. Pour les 18 000 Syriens légalement résidant en Autriche — dont beaucoup bénéficient de visas de protection subsidiaire — cette initiative pourrait remplacer les circuits informels de hawala par des virements réglementés et moins coûteux. À ce stade, de nombreux Syriens et employeurs autrichiens pourraient également avoir besoin d'un accompagnement simplifié pour les visas et documents de voyage afin de compléter ce nouveau lien bancaire. Le portail VisaHQ pour l'Autriche (<https://www.visahq.com/austria/>) propose un guide détaillé sur les permis de

séjour, les visas de travail et la légalisation des documents — des services parfaitement adaptés à ce corridor financier naissant et à une meilleure mobilité. Les employeurs internationaux accueillant des spécialistes syriens dans les secteurs informatique et ingénierie à Vienne en tireraient aussi profit, facilitant le versement des salaires et des cotisations de retraite aux membres de leur famille à Damas ou Alep. Aucun calendrier précis de réouverture n'a été fixé, mais les deux banques se sont engagées à organiser un sommet de suivi en octobre. Les équipes en charge de la mobilité doivent donc revoir les struc-

tures de rémunération actuelles, qui tiennent compte des coûts élevés des transferts, et se préparer à passer à des virements standardisés de type SEPA dès que les plans de conformité seront validés. Ces discussions illustrent également la stratégie plus large de l'Autriche, qui associe politique migratoire humanitaire et intégration économique, en utilisant l'inclusion financière comme facteur de stabilité. Si ce modèle réussit, il pourrait servir d'exemple pour d'autres États membres de l'UE souhaitant renouer avec des économies post-sanctions.

R.I.

JOHN TERNUS

Le nouveau patron d'Apple, réputé pour trancher là où Tim Cook hésitait ?

John Ternus n'est plus l'homme de l'ombre. Après 25 ans à concevoir les plus grands succès matériels d'Apple, l'ingénieur prend la suite de Tim Cook. Son défi ? Sortir la marque de sa dépendance à l'iPhone et gagner la bataille de l'IA. Portrait du nouveau maître de Cupertino



Personne ne s'attendait à une annonce aussi soudaine. Après près de 15 ans comme CEO d'Apple, Tim Cook raccroche les gants. Le dirigeant a officialisé la nouvelle ce lundi 21 avril et confirmé ce que la rumeur murmurait déjà depuis de nombreux mois : John Ternus prendra sa place dès le 1^{er} septembre prochain. L'homme n'est évidemment pas le visage le plus connu du grand public, et pourtant son travail a été fondamental dans la réussite du groupe ces dernières années. L'homme, jusqu'à aujourd'hui responsable de l'ingénierie matérielle, se retrouve propulsé à la tête d'une société dont la capitalisation tutoie les 4 000 milliards de dollars. Ternus doit maintenant maintenir le navire à flot, dans un monde dans lequel l'IA prend de plus en plus de place, et inventer le futur d'Apple, un futur qui pourrait progressivement abandonner l'iPhone.

John Ternus, un vétéran d'Apple en charge du développement matériel

Après des études à l'université de Pennsylvanie, John Ternus intègre Apple en 2001. L'entreprise, dont Steve Jobs vient de reprendre le poste de CEO, est en

pleine reconquête depuis le lancement en 1998 de l'iMac, et va dévoiler l'iPod, le baladeur MP3 qui va redonner à la marque ses lettres de noblesse. Depuis 25 ans, John Ternus a gravi les échelons. Son premier projet est la conception de l'Apple Cinema Display, un moniteur externe pensé pour accompagner les différentes gammes de Mac. Quelques années plus tard, en 2013, il accède au poste de vice-président de l'ingénierie matérielle et supervisera le développement de nouvelles gammes de produits comme les AirPods, les Mac et les iPad. C'est d'ailleurs lui qui sera à la tête de la conception de l'iPad Pro premier du nom. En 2020, il récupère également la supervision de la gamme iPhone, et s'implique dans la création des nouveaux modèles, une activité hautement stratégique pour le groupe. Il accompagne également la transition d'Intel vers les puces Apple Silicon. En 2021, John Ternus prend du galon et devient vice-président senior de l'ingénierie matérielle, répondant directement à Tim Cook. À ce poste, il a une vue d'ensemble sur l'intégralité de la gamme de produits d'Apple. Plus récemment, il a aussi récupéré la direction de l'équipe design de la marque.

Une nouvelle ère, qui pourrait être celle de l'innovation

Si John Ternus hérite d'une maison en parfaite santé, et dont le chiffre d'affaires n'a jamais été aussi haut, il devra aussi réinventer Apple et prendre des décisions quant à l'avenir de la marque. On le sait, le constructeur californien a raté le virage de l'intelligence artificielle. Normalement, iOS 27 devrait introduire un nouveau Siri, motorisé par Google Gemini, mais le fossé reste aujourd'hui considérable entre Apple et Google, OpenAI ou encore Anthropic. Le premier chantier de Ternus devrait être de remettre la Pomme dans la course à l'IA, pas forcément sur un plan technique mais sur le plan des usages. C'est la force d'Apple de ne pas arriver première sur une technologie, mais de la rendre pertinente et utile au quotidien. L'autre dossier, plus ambitieux encore et totalement imbriqué à celui de l'intelligence artificielle, est celui de l'après-iPhone. Apple s'est engagé dans ce qu'elle appelle l'« informatique spatiale » avec l'Apple Vision Pro, mais le casque n'a pas rencontré le succès espéré. La marque développerait une première paire de lunettes connectées, qui pourrait sortir être présentée en 2027, et pourrait poser le premier jalon d'un monde sans iPhone, où l'interface et les fonctions sont accessibles directement devant soi, sans la nécessité d'avoir un téléphone dans la poche. Avec John Ternus, Apple fait le choix d'un ingénieur aux commandes dont on attend davantage une vision sur l'informatique à dix ou vingt ans, qu'une gestion minutieuse à la Tim Cook. Ce dernier, en tant que futur président du conseil d'administration, se chargera d'ailleurs des rencontres d'Apple avec les politiques et les institutions. Ternus, connu en interne pour trancher et prendre des décisions, contrairement à Cook, aura donc les coudées franches pour ne penser qu'à une chose : l'avenir d'Apple.

Ce malware Android retourne votre reconnaissance faciale contre vous pour vider vos comptes bancaires

Un malware Android capable de contourner la reconnaissance faciale et les codes SMS pour vider des comptes bancaires dans 21 pays. Des experts sont remontés jusqu'aux centres d'escroquerie au travail forcé localisés au Cambodge.

Un cheval de Troie bancaire inquiète particulièrement les experts en cybersécurité, en ce qu'il contourne la reconnaissance faciale et les codes de confirmation envoyés par SMS. Ce sont les chercheurs d'Infoblox Threat Intel et de l'ONG vietnamienne Chong Lua Dao qui ont mis au jour le malware Android en circulation depuis au moins 2023, capable de déjouer deux protections bancaires réputées fiables. À cause de ce dernier, des comptes ont été pillés dans 21 pays déjà. Mais en tirant le fil, les enquêteurs ont découvert que derrière le logiciel se cachait toute une organisation criminelle d'une ampleur rarement documentée.

Un malware Android qui retourne vos protections contre vous

La stratagème des hackers commence par un SMS, un appel ou un message sur les réseaux sociaux, envoyé par quelqu'un qui se fait passer pour un agent des impôts, un policier ou un conseiller bancaire. La victime est redirigée vers un site parfaitement imité, qui lui propose de télécharger une « application officielle ». Ce fichier, anodin en apparence, est en réalité un programme malveillant de 23 Mo qui s'installe silencieusement sur le téléphone, sans déclencher la moindre alerte.

Une fois installée, l'application devient un mouchard complet. Elle lit les SMS, enregistre les appels, active la caméra et le micro à distance, et aspire contacts, photos et historique du téléphone. Tout ça est transmis en temps réel à des opérateurs qui surveillent chaque appareil infecté depuis un simple tableau de bord, comme s'ils géraient une flotte d'ordinateurs dans un open space, sauf que leurs « collègues », ici, ce sont leurs victimes.

Le pire de l'opération consiste à retourner vos propres protections contre vous. L'opérateur affiche sur votre écran une fausse page de vérification d'identité, le genre de procédure que les banques utilisent de manière courante, pour vous faire scanner votre visage. Votre reconnaissance faciale est alors utilisée à votre insu pour vous connecter à votre vraie application bancaire, pendant que le code SMS (OTP) envoyé par votre banque, intercepté au passage, valide le virement frauduleux.

Brèves

Airbus rachète le français Quarkslab

L'avionneur étoffe son portefeuille en cybersécurité en annonçant l'acquisition de Quarkslab pour un montant non communiqué. Ce dernier a été fondé en 2011 et propose la plateforme Qshield qui protège les logiciels face à différentes typologie d'attaques. La société avait travaillé l'année dernière avec l'Anssi sur un outil pour identifier des bugs, vulnérabilités, comportements inattendus, fuites de mémoire, etc. dans les systèmes industriels utilisant le protocole Open Platform Communications Unified Architecture. Ce rachat intervient après celui de l'anglais Ultra Cyber en mars dernier.

Windows 11 : la mise à jour d'avril piège des PC.

Microsoft est une nouvelle fois sous pression. La mise à jour cumulative d'avril 2026 pour Windows 11 (KB5083769) provoque des boucles de redémarrage (boot loop) infinies sur certains postes de travail les empêchant de démarrer normalement. Les PC affectés restent bloqués en cycle de redémarrage, sans jamais afficher le bureau. Microsoft a confirmé enquêter sur l'incident, sans exclure qu'un conflit avec des pilotes tiers soit en cause. En attendant un correctif officiel, les utilisateurs touchés sont invités à désinstaller la mise à jour via l'environnement de récupération Windows (WinRE) : Paramètres >

Windows Update > Historique des mises à jour > Désinstaller.

Wasabi obtient un crédit de 250 M\$

Le spécialiste du stockage objet a annoncé avoir obtenu une ligne de crédit de 250 M\$ auprès de plusieurs établissements financiers. Credit Group de Bain Capital, avec la participation de U.S. Private Credit Investments, une division de BTG Pactual Global Alternatives; Neuberger Specialty Finance; Energy Impact Partners et Aksia. Cette capacité financière soutiendra les investissements de la société dans sa plateforme, ses infrastructures et son expansion internationale. Récemment, elle a acquis les activités de stockage objet en ligne de Seagate nommée Lyve Cloud.

AVEC 10 NOUVEAUX MODÈLES ET UNE NOUVELLE RECETTE

Great Wall veut sa revanche en Europe

Great Wall Motor revient à la charge en Europe après des ventes confidentielles. Dix nouveaux modèles viennent d'être annoncés, mais surtout une rupture stratégique : hybrides, thermiques et électriques cohabiteront dans la gamme. Le groupe chinois corrige un pari qui n'a pas fonctionné et s'adapte à un marché européen qui a aussi fait marche arrière sur l'électrique.



Le constructeur chinois Great Wall Motor (GWM) relance son offensive européenne. Après de premières annonces faites fin 2025, il vient de préciser son plan d'attaque qui vise à faire oublier une première implantation restée discrète depuis 2022. Pour cela, le groupe annonce l'arrivée d'au moins 10 nouveaux modèles sur le continent dans les deux prochaines années, avec une commercialisation sur 13 marchés européens à court terme. Dont la France. Ce retour ne se limite pas à un simple élargissement de gamme. Il marque aussi un changement de cap : signe des temps, GWM misera moins sur les voitures électriques qu'auparavant, au profit d'une offre multi-énergies mêlant modèles

thermiques, hybrides et électriques.

Après l'échec du tout-électrique, un virage plus pragmatique

Lorsque Great Wall avait tenté de se faire une place en Europe ces dernières années, le groupe s'était surtout appuyé sur ses marques Ora pour l'électrique et Wey pour l'hybride rechargeable. Une stratégie restée confidentielle sur un marché déjà très concurrentiel. Reuters rappelle que les ventes européennes de GWM ont chuté de 25,4 % en 2024 puis de près de 30 % en 2025, pour tomber autour de 3 500 unités. Dans le même temps, d'autres marques chinoises plus offensives comme BYD, Omoda, Jaecoo ou Leapmotor ont nettement

accélééré. Great Wall semble donc tirer les leçons de cette première tentative. L'Europe 2026 n'est pas un marché uniformément acquis au 100 % électrique, et plusieurs pays continuent de plébisciter les hybrides ou les motorisations thermiques abordables. Ce qui réussit d'ailleurs particulièrement bien à un BYD qui, en France, a vendu l'an dernier en majorité son SUV hybride rechargeable Seal U DM-i.

Espagne, Italie, Pologne : l'offensive devient concrète

Le groupe GWM annonce aussi une montée en puissance rapide de sa présence commerciale. L'Espagne et l'Italie doivent accueillir de nouvelles structures locales, tandis que la

Pologne suivra dans les prochains mois. D'après Auto Infos, Great Wall vient déjà d'officialiser sa filiale espagnole, confiée à d'anciens cadres du secteur automobile local. Si nos voisins trans-pyrénéens ont été choisis en priorité, c'est que c'est l'un des marchés européens les plus ouverts aux marques chinoises, avec un réseau de distribution jugé réceptif et une progression rapide de plusieurs nouveaux entrants. À plus long terme, Great Wall vise toujours une usine européenne capable de produire 300 000 véhicules par an d'ici à 2029, même si aucun site n'a encore été confirmé.

Dix modèles annoncés, mais un marché déjà saturé

Parmi les premiers véhicules attendus figure l'Ora 5, une compacte appelée à devenir l'un des fers de lance de la marque. D'autres SUV et tout-terrain suivront, comme le Jolion Max ou le H7. Reste une difficulté majeure : Great Wall arrive dans une Europe déjà bien plus encombrée qu'en 2022. Donc même s'il revient plus fort, il faudra toujours faire face aux constructeurs historiques qui défendent leurs positions, tandis que BYD, MG, Chery ou Leapmotor occupent déjà le terrain. Un retour en force, certes, mais sur un marché devenu nettement plus difficile également.

Au pays de Bentley et Aston Martin, la voiture électrique serait devenue moins chère que la thermique

À l'heure de la guerre au Moyen-Orient. Car le Royaume-Uni est aussi une belle porte d'entrée pour les constructeurs chinois dans cette zone d'Europe.

Statistiques, le prix moyen des voitures électriques neuves sur la plateforme Autotrader est passé sous celui des thermiques et hybrides. Mais les sommes restent malgré tout élevées et posent question sur l'accessibilité de la voiture neuve chez le grand public, de plus en plus éloigné de ce marché. Preuve en est notamment en France avec le vieillissement accéléré du parc automobile, alors que l'Etat souhaite l'inverse : le renouveler vers de l'électrique.

Au Royaume-Uni, c'est le moment de la bascule. C'est en tout cas ce qu'annonce Autotrader, le premier et plus gros site de vente de véhicules neufs ou d'occasion outre-Manche. La plateforme spécialisée a remarqué ces derniers mois un changement majeur : le prix moyen des véhicules électriques neufs est désormais inférieur à celui des thermiques ou hybrides neufs. Une évolution du marché qui n'est pas seulement contextuelle et concomi-

tante à la guerre au Moyen-Orient. Car le Royaume-Uni est aussi une belle porte d'entrée pour les constructeurs chinois dans cette zone d'Europe.

Quand la voiture électrique devient moins chère

Selon Autotrader, le prix moyen recensé sur sa plateforme des voitures électriques neuves est actuellement de 42 620 £, contre 43 405 £ pour une thermique ou hybride. À titre de comparaison, en Europe, le prix moyen des électriques neufs (sur catalogue) serait de 42 700 € (- 4 %). Assez proche, donc. Environ 900 € d'écart entre thermique et électrique au Royaume-Uni, ce qui paraît peu en pourcentage du prix total de ces véhicules. C'est donc plus symbolique qu'autre chose. L'argument principal des véhicules électriques a toujours été le coût d'usage : carburant peu coûteux, entretien moins fréquent voire presque inexistant chez certains constructeurs qui n'essaient pas de garder les clients cap-



tifs en atelier. Le prix d'achat est toutefois longtemps resté un frein à cette énergie. Avec l'arrivée de modèles plus urbains, les tickets d'entrée baissent mécaniquement, au prix toutefois d'une polyvalence réduite (faible autonomie et puissance de charge). Dans un pays qui accorde environ 4000 € d'aides à l'achat d'un véhicule électrique, ce

type de mobilité gagne du terrain puisqu'il représente désormais 22 % des ventes de véhicules neufs, soit peu ou prou la part de marché que nous avons aussi en France. Mais le Royaume-Uni est aussi devenu la porte d'entrée de constructeurs chinois qui peuvent y éviter les douloureuses taxes douanières à l'importation en Europe continentale.

L'électrique moins cher, mais à quel prix !

Si la moyenne des prix en neuf des électriques passerait effectivement sous celle des thermiques, que dire des valeurs absolues observées. Plus de 42 000 £ pour s'offrir un véhicule neuf en 2026 outre-Manche. Certes, c'est une valeur moyenne et pas médiane, l'offre mirobolante au-dessus des 45 000 £ tirant tout vers le haut.

Et si l'électrique est passé sous la valeur du thermique, c'est aussi peut-être parce que le prix de ces dernières n'a cessé d'augmenter ces dernières années, notamment depuis la période de forte inflation en 2022 et 2023.

En outre, la guerre des prix sur les électriques avec des remises parfois exceptionnelles a fortement joué dans cette baisse observée. Mais quid des valeurs résiduelles et surtout de la santé des établissements et constructeurs qui financent les leasing sur la base de valeurs de reprises souvent surévaluées ?

Mots fléchés

Compositeur sublime		Succès		Petit disque plat gravé servant d'échanges		Côté latérale du visage		Poids embarqué		Sert pour relier		Ils se déplacent en diagonale
Affirmativement		Poisson						Effluve		Surgis		Puissant explosif
Zone urbaine				Peuples espagnols et portugais		Joua de l'argent				Entre camarades		
Coopérations						Renard polaire				Tuméfaction		
Sillon		Très gros							Manche sportive			Taré
		Train de banlieue							Jaunisse			
					Branle-bas	Semi				Figures circulaires		Formule de politesse
Calcium	Trainât					Enlevé la matière grasse						
	Rechoisis							Fromages circulaires Célèbre comédie de Ben Jonson				
	Jadis il y avait celui de gaz	Souveraine	Tamis									
			Rivière de Galice					Adoré				
Brevet technologique				Une Allemagne prosoviétique		Côté					Esprit	Affluent de la Moselle
Impuissant												
								Blessais				
Bette						Francium	Inusité		Reptile saurien	Cubes de jeu		Propice
Noir intense	Frère de Moïse		Mondain		Indifférence							
					Fer							
					Bordure décorative						Petit tour	
					Inerte						Convienne	
Prénom féminin												
Gaz réfrigérant						Aboutie						
					Armée républicaine	Privé du sein de sa mère		Id est		Troisième personne du singulier		Affluent de la Durance
Jamais		Bruns										
		Montée						Instinctives				
								Seul				
Malaxé	Prénom masculin							Un château sur une île	Néon		Entrée asiatique	Une flûte
	Dans										En bas de lettre	
											Commune normande	
						Anéantiras						
Chiffre						Délicat						

Le Brent poursuit sa hausse à près de 100 \$

Les cours du pétrole étaient en hausse, mercredi, le marché étant rassuré entre autres par la demande croissante sur les carburants à travers le monde. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 1,14% à 99,60 dollars, après s'être même affiché au-delà des 100 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation en tant que contrat de référence, gagnait 1,13% à 90,68 dollars. Selon les experts du marché, la demande sur l'or noir reste importante dans le contexte actuel marqué par la baisse conséquente des réserves d'énergie dans le monde.



MONNAIES

Le dollar en légère baisse face aux autres devises

Le dollar accusait mercredi une légère baisse, dans un marché se montrant quelque peu rassuré par l'évolution des négociations de paix au Proche-Orient. En milieu de matinée, la devise américaine lâchait 0,07% à la monnaie unique européenne, à 1,1752 dollar pour un euro, perdait 0,16% face à la livre sterling et à peine 0,02% par rapport au yen japonais. La livre n'a par ailleurs profité qu'à la marge de la remontée de l'inflation au Royaume-Uni, poussée par l'envolée des prix des carburants. L'indice des prix à la consommation (CPI) est reparti à la hausse en mars au Royaume-Uni, à 3,3% sur un an, contre 3% en février, selon les chiffres publiés mercredi, en ligne avec les attentes des économistes.

APS

ANP

Saisie de plus de 5 quintaux de kif traité aux frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de 5 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec lors d'opérations exécutées par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 15 au 21 avril, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 15 au 21 avril 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont abattu, au niveau du Secteur Militaire d'Ain Defla, en Première Région Mili-

taire, un (1) terroriste et récupéré un (1) pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munition et divers effets, alors que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté (13) éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national". "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, (38) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (5) quintaux et (55) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (4,25) kilogrammes de cocaïne et (496.306) comprimés psychotropes ont été saisis, lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires". "A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté (414) individus et saisi (68)

véhicules, (403) groupes électrogènes, (131) marteaux piqueurs, des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpillage illicite.

De même, (14) autres individus ont été appréhendés et 2 pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un (1) pistolet automatique, (18) fusils de chasse, (22.940) litres de carburants, (15) quintaux de tabacs et (3) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes".

"Par ailleurs, les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de (143) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (345) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

APS

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Les enjeux miniers en Afrique : Partir seul, ou ensemble ?

Un proverbe africain célèbre dit : « si tu veux aller vite, pars seul. Si tu veux aller loin, partons ensemble. » Il résume bien la situation actuelle de l'Afrique face aux prédateurs de tout bord, de l'Est ou de l'Ouest ou même parfois du Sud. Les ressources naturelles s'épuisent tendanciellement, parfois très vite, parfois plus lentement. Il est arrivé le tour des hydrocarbures fossiles, qui malgré les avancées technologiques, les projections des grandes études géologiques annoncent, au moins, une réduction des découvertes et les réserves disponibles ont largement été exploitées. De nouvelles réserves sont cependant découvertes, mais souvent dans des conditions d'exploitation extrêmement complexes et surtout économiquement coûteuses ; c'est le cas notamment des hydrocarbures de schiste ou des réserves en Offshore. Les hydrocarbures ont marqué l'histoire du développement des pays qui en sont dotés. Certains, peu nombreux, ont tiré profit de cette manne providentielle en la transformant en développement économique durable, beaucoup d'autres ont au contraire « consommé » cette ressource par une extraction massive et une exportation à l'état brut sans valorisation locale ; ce qui a créé une dépendance chronique au marché mondial des hydrocarbures, car leurs budgets en dépendent lourdement. Chaque « trébuchement » des prix mondiaux fait « toussailler » les budgets publics. D'aucuns diraient que les ressources minières viennent succéder

aux hydrocarbures pour remplir la même fonction : couvrir toutes les failles et les mauvais choix en matière économique ; financer la consommation pas le développement. Ce qui était une providence, est devenu une malédiction pour certains pays. EN effet, l'extraction cette ressource et sa valorisation sur les marchés internationaux garantissait un standing de vie sans effort. Plus grave, elle pervertit toute la société entre la corruption, l'économie informelle et l'aversion pour l'effort et la compétitivité. L'une de manifestation de cette malédiction des ressources est le phénomène économique dit du « syndrome hollandais » ou Dutch Disease. Doit-on reproduire en Afrique ce schéma avec les ressources minières ? Les dirigeants africains doivent méditer sur cette situation pour que leur intelligence ne les autorise pas à « rater » encore une fois leur décollage économique en valorisant les ressources naturelles autrement que par des exportations de matières brutes et l'encaissement d'une rente monétaire.

Les enjeux miniers en Afrique posent une question simple : exploite-t-on pour extraire ou pour construire ? Cette réflexion interroge les conditions du « marchons ensemble » : partage de la rente, transferts de compétence, transformation locale et responsabilité post-extraction.

Surtout ne pas répéter les mêmes schémas des hydrocarbures qui ont conduit à la « Malédiction des ressources naturelles » : une extraversion de l'écono-

mie par les importations des produits manufacturés et la dépendance chronique aux prix des matières premières sur les marchés internationaux. Alors que la valorisation locale des ressources naturelles aurait laissé plus de traces dans l'économie nationale en termes de développement économique et social et surtout de capacités compétitives.

L'Afrique concentre 30% des réserves minières mondiales mais ne capte que 10% de la valeur ajoutée. Entre l'urgence d'extraire pour financer le développement et l'impératif de transformer pour industrialiser, l'arbitrage est souvent rendu difficile ; non pas parce que les termes de l'équation ne sont pas connus, mais parce que les décideurs ont une préférence pour le court terme, l'urgence, l'immédiat, le flambant neuf mais sans relief. La valorisation locale des ressources minières n'est pas facile ; faut-il avoir des industries locales de transformation. Mais l'Afrique peut organiser ses chaînes de valeur continentales ou régionales pour rendre compétitif les produits africains sur les marchés mondiaux.

La géo-économie minière de l'Afrique se joue dans ce choix : exporter vite ou construire loin. Cette approche évalue les leviers fiscaux, logistiques et diplomatiques permettant de passer de la rente brute au corridor d'échange, de partenariat et de croissance. La voie de l'intégration prônée par les discours de l'UA et formalisée par la ZLECAF ne doit pas rester au stade des vœux. Le

Cobalt de la RDC, le fer de l'Algérie et de la Mauritanie ou de la Guinée, forment une carte minière d'avenir et ils doivent « voyager » entre les différents pays africains. La vitesse d'extraction a structuré des économies d'enclave ; la distance du développement exige désormais des infrastructures partagées, des marchés régionaux et une négociation collective des contrats avec les autres pays. Il y a lieu de cartographier les flux possibles, les dépendances et les marges de souveraineté des Etats producteurs à l'horizon 2050. La valorisation locale (nationale ou continentale) est le principal défi pour les pays détenteurs de ces richesses.

Lithium, terres rares, platine ce sont les minerais critiques qui redessinent à l'avenir les alliances entre producteurs de matières premières et intégrateurs dans les nouvelles technologies. Face à la compétition USA-Chine-UE, pour sécuriser l'amont des batteries et de la transition énergétiques, les pays africains détenteurs font face à un arbitrage géoéconomique : Monétiser vite les gisements ou négocier loin en consortium, en ZLECAF, en Cartels. S'organiser en consortium donne plus de pouvoir de négociation. Les Etats africains n'ont pas encore atteint le niveau de conscience collective pour imaginer un avenir commun. Ils sont encore, pour une majorité, satellisés à des Etats « protecteurs ou affiliés » à des anciens empires. C'est ici que se jouent la légitimité, la pertinence, l'utilité, l'intérêt, ... d'une Union continentale.